



**KPMG Audit Sénégal S.A.
avec Administrateur Général**

Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
3^{ème} Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27

Télécopie : + 221 33 822 17 02

NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDÉPENDANTE
DE LA CONFORMITÉ DE LA PASSATION DES
MARCHÉS DES AUTORITÉS CONTRACTANTES
AU TITRE DE LA GESTION 2011
GROUPE I**

**AUTORITE CONTRACTANTE :
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
- MEN -**

RAPPORT DEFINITIF

Autorité de Régulation des Marchés Publics ARMP

Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber

BP 11303 - Dakar - Sénégal

Ce document contient 75 pages (incluant celle-ci)

Réf. : NDS-SP- DSDS-2013-05-781



SOMMAIRE

1. SYNTHÈSE	6
1.1 Déroulement de la mission	6
1.1.1 Contexte	6
1.1.2 Modalités d'intervention	7
1.1.2.1 Audit de la passation	7
1.1.2.2 Audit de l'exécution physique	9
1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics	9
1.3 Constats de l'audit	10
1.3.1 Échantillons	10
1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés	11
1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés	11
1.3.4 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière	12
1.4 Recommandations	13
1.5 Suivi des recommandations de la revue de 2010	17
2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT	18
2.1 Rappel des termes de références	18
2.1.1 Contexte de la mission	18
2.1.2 Objectifs de la mission	19
2.1.2.1 Objectif principal	19
2.1.2.2 Objectifs spécifiques	19
2.1.3 Périmètre de la mission	20
2.2 Méthodologie de mise en œuvre	21
2.2.1 Approche contradictoire	21
2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention	22
2.3 Description des travaux d'audit	23
2.3.1 Audit de la passation des marchés	23
2.3.1.1 Revue des textes	23
2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés	23
2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.	23
2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés	24
2.3.3 Audit technique	24
2.4 Constitution de l'échantillon d'audit	25
2.4.1 Échantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés	25
2.4.1.1 Description de l'échantillon	25
2.4.1.2 Correction de l'échantillon	26
2.4.2 Échantillon pour l'audit technique	26
3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES	27
3.1 Rappels	27
3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	27
3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	27
3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel	28
3.1.2 Principes	29
3.1.2.1 Champ d'application du CMP	29
3.1.2.2 Durée des marchés (article 14 du CMP)	30

3.1.2.3	Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	31
3.1.2.4	Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 11580 pris en application de l'article 138 du CMP)	31
3.1.2.5	Signature des marchés (articles 27, 28 et 30 du CMP)	32
3.1.2.6	Approbation des marchés	33
3.1.3	Procédures	34
3.2	Constats relatifs au dispositif des marchés publics	34
3.2.1	Responsabilité des MO et MOD	34
3.2.1.1	Modalités de fonctionnement de la CPM	34
3.2.1.2	Capacité de lancer des mises en concurrence	35
3.2.2	Exercice des contrôles	36
3.2.2.1	Rappels	36
3.2.2.2	Exercice des contrôles	36
3.2.2.3	Fonctionnement de la Commission des Marchés du MEN	38
3.2.2.4	Rôle du Contrôleur Financier	38
3.2.3	Régulation	39
4.	AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	40
4.1	Constats généraux	40
4.1.1	Constats de carence documentaire	40
4.1.1.1	Carence documentaire concernant la passation	40
4.1.1.2	Carence documentaire concernant l'exécution financière	40
4.1.2	Fractionnements potentiels	40
4.1.2.1	Rappels	40
4.1.2.2	Évaluation des fractionnements potentiels	40
4.2	Audit de la passation des marchés	43
4.2.1	Dossiers d'Appels d'Offres (DAO)	43
4.2.1.1	Rappels	43
4.2.1.2	Constats	44
	DRP	45
4.2.1.3	Commentaires	45
4.2.2	Avis d'Appels d'Offres (AAO)	46
4.2.2.1	Rappels	46
4.2.2.2	Constats	47
4.2.2.3	Commentaires	48
4.2.3	Réception et dépouillement des offres	48
4.2.3.1	Rappels	48
4.2.3.2	Constats	49
4.2.3.3	Commentaires	50
4.2.4	Évaluations des offres et attribution des marchés	50
4.2.4.1	Rappels	50
4.2.4.2	Constats relatifs à l'évaluation	52
4.2.4.3	Commentaires relatifs à l'évaluation	53
4.2.4.4	Constats relatifs à l'Attribution	53
4.2.4.5	Commentaires relatifs à l'Attribution	54
4.2.5	Cas particulier des marchés passés par entente directe	54
4.2.5.1	Rappels	54
4.2.5.2	Constats	57
4.2.6	Délais de passation des marchés	57
4.2.6.1	Rappels	57
4.2.6.2	Constats	58
4.3	Audit de l'exécution financière	59
4.3.1	Etendue des travaux d'audit du volet financier	59
4.3.1.1	Concernant l'engagement	59
4.3.1.2	Concernant le contrôle et la certification du service fait	59
4.3.1.3	Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses	59

4.3.1.4	Limites de l'audit de l'exécution financière	59
4.3.2	Constats d'audit sur le volet d'exécution financière	59
4.3.2.1	Production et gestion des garanties contractuelles	59
4.3.2.2	Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses	60
4.3.2.3	Réception et paiement des prestations	61
4.4	Audit de l'exécution physique	62
5.	RECOMMANDATIONS	63
5.1	Recommandations générales	63
5.1.1	Recommandations relatives à l'archivage	63
5.1.2	Recommandations relatives aux rapports et observateurs indépendants	64
5.1.3	Recommandations concernant le déroulement des audits à posteriori	64
5.2	Recommandations relatives au fractionnement	64
5.3	Recommandations relatives à la capacité de gestion du processus de passation des marchés	64
5.4	Recommandations relatives à l'attribution des marchés	65
5.5	Recommandations relatives au renforcement de la régulation	65
6.	ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES	66
6.1	Liste des DRP revues	66
6.2	Liste des Appel d'Offres	72
6.3	Liste des Ententes Directes	75

ABREVIATIONS ET ACRONYMES



ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELLATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AO	Appel d'Offres
AOO	Appels d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès-verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
SPPM	Société à Participation Publique Majoritaire
TDR	Termes de référence
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

1. SYNTHESE

1.1 Déroulement de la mission







1.1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  L'un sur les systèmes de gestion des finances publiques ;
-  L'autre sur la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  L'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  En 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celle de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  En 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  La promulgation du Code des Marchés Publics (CMP) au Sénégal en avril 2007 et dans la foulée, la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés ;
-  En 2011, un nouveau Code des Marchés Publics a été promulgué (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) pour des soucis d'efficacité et d'efficience ;
-  Et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit donc dans le cadre de la généralisation précitée.

1.1.2 Modalités d'intervention

1.1.2.1 Audit de la passation

Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les tâches suivantes :

- ✚ en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

Modes de passation des marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	50	10 153 152 671	29	5 137 352 952	58%	51%
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Prestations Intellectuelles (PI)	05	207 197 000	03	139 307 000	60%	67%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	197	896 139 299	71	438 081 183	36%	49%
Entente Directe (ED)	02	752 773 083	02	752 773 083	100%	100%
TOTAL	254	12 009 262 053	105	6 467 514 218	41%	54%

- ✚ vérifier les procédures de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- ✚ examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;

- ✚ établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- ✚ analyser l'organisation en général **et les structures (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle,) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier ; diagnostic approfondi des cellules des marchés ;**
- ✚ **faire des vérifications sur :**
 - L'enregistrement des contrats à la charge des titulaires,
 - La production des cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution,
 - L'émission des ordres de service s'agissant des travaux,
 - La réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures,
 - La mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics, Agences et SPPM,
 - La tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour,
 - L'application des pénalités de retard prévues ;
- ✚ examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même que son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- ✚ Vérifier le niveau d'application des recommandations émises par les audits antérieurs ;
- ✚ formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- ✚ demander à l'autorité contractante tous les documents pouvant nous permettre de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des informations communiquées (états d'exécution budgétaire, balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres....) ;
- ✚ procéder aux recoupements et confirmations d'information des autorités contractantes par rapport à d'autres sources telles que la DCMP, etc. ;
- ✚ organiser des séances de restitution de notre rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

1.1.2.2 Audit de l'exécution physique

Cf. rapport de contrôle physique (document séparé).

1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Concernant le dispositif des marchés publics au titre de la gestion 2011, nous avons relevé les constats ci-dessous :

Pour la Commission des Marchés :

- La Commission des Marchés du Ministère a été mise en place par ordre de service N°006269 du 30 décembre 2010, toutefois nous ne disposons ni des attestations prouvant que les membres de la Commission ont suivi des formations dans le domaine des marchés publics ni de leur niveau hiérarchique ;

Pour la Cellule de Passation des Marchés :

- Un retard a été noté dans la mise en place de la Cellule de Passation des Marchés. Alors que les copies des actes de nomination doivent être envoyées avant le 05 janvier, la CPM a été mise en place le 13 janvier 2011 ;
- Le Ministère ne dispose pas de fichier de fournisseurs agréés comme le stipule la circulaire de mise en œuvre des DRP N°0004 PM/CAB/CP ;
- L'examen des DRP passées par le Ministère révèle des pratiques de fractionnement. Les marchés de même nature doivent être regroupés et passés selon le mode d'Appel d'Offres Ouvert, si le seuil est atteint sinon utiliser le mode DRP conformément à l'article 78 du CMP et à la circulaire de mise en œuvre des DRP N°0004/PM/CAB/CP ;
- La Cellule n'a pas produit les rapports trimestriels tels que prévus dans l'arrêté N° 011586 du 28/12/07 ;
- Nous n'avons reçu aucun document prouvant que les personnes impliquées dans le processus de passation des marchés du Ministère (Membres de la Commission et de la Cellule de Passation des Marchés) ont suivi une formation dans ce domaine pour nous assurer de leur capacité à les gérer.

Le rapport annuel mis à notre disposition n'est pas signé et comporte des marchés lancés en 2010, c'est l'exemple du marché : Acquisition de matériels pédagogiques et didactiques AO n°F/0017/11 du 18/06/2010 ; Fournitures de 1000 mallettes pédagogiques n° F/0028/2011 du 26/08/2010. Aussi, la plupart des marchés ne figurent pas dans le fichier SIGFIP mis à notre disposition.

1.3 Constats de l'audit

1.3.1 Échantillons

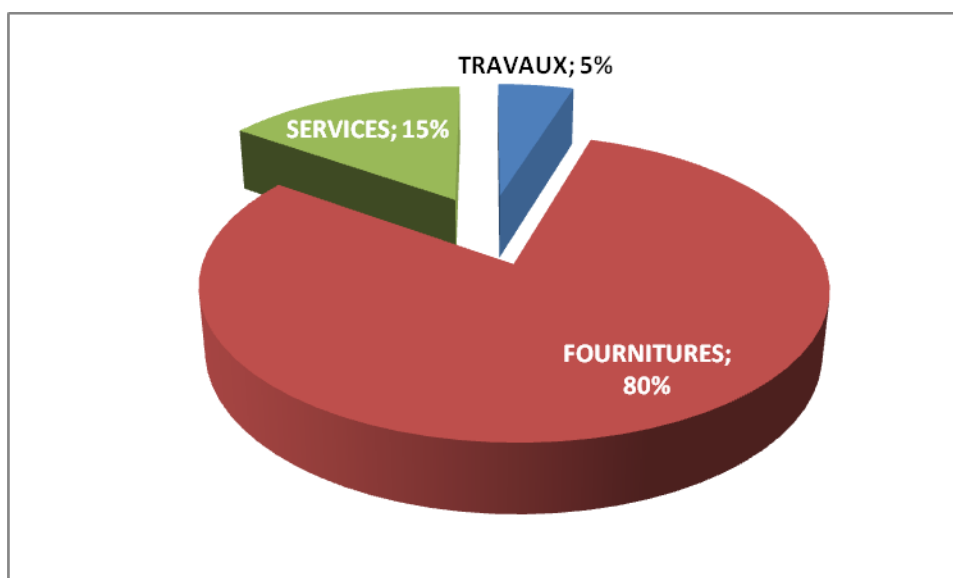
Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés en 2011 par le Ministère de l'Education Nationale (MEN). Cette liste est constituée de **50** Appels d'Offres Ouverts (AOO) pour un montant de **10 153 152 671 FCFA**, de **05** Prestations Intellectuelles (PI) pour un montant de **207 197 000 FCFA**, de **02** Ententes Directes (ED) d'un montant de **752 773 083 FCFA** et de **197** Demandes de Renseignement et de Prix (DRP) pour un montant de **896 139 299 FCFA**.

Nous avons examiné l'ensemble de la liste obtenue.

Nous avons retenu un échantillon qui comprend :

- 29 AOO pour un montant de 5 137 352 952 FCFA ;
- 03 PI pour un montant de 139 307 000 FCFA ;
- 02 ED pour un montant de 752 773 083 FCFA ;
- 71 DRP pour un montant de 438 081 183 FCFA.

Le graphe ci-dessous indique la **répartition par nature** des marchés de l'échantillon.



L'échantillon est constitué de :

- 05% de travaux pour un montant de 310 961 696 FCFA
- 80% de fournitures pour un montant de 5 173 454 212 FCFA
- 15% de services pour un montant de 983 098 310 FCFA

1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Les constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés du Ministère sont les suivants :

Appel d'Offres Ouverts :

- ✚ L'envoi des Procès-verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'est pas systématique ;

Demande de Renseignement et de Prix :

- ✚ Les lettres d'invitation ne sont pas toujours déchargées par les candidats consultés ;
- ✚ Les lettres d'invitation ne mentionnent pas toujours les noms des candidats consultés ;
- ✚ Les lettres d'invitation ne sont pas toujours accompagnées de bordereau de prix, de projet de contrat, de formulaire de soumission ;
- ✚ L'information des candidats non retenus du rejet de leur offre n'est pas systématique ;




1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés du ministère sont les suivants :

Appel d'Offres Ouverts :

- ✚ Nous n'avons pas obtenu les avis d'attribution définitive publiés des marchés « Acquisition de fournitures scolaires » d'un montant de 146 965 370 FCFA attribué à PAPEX et « Réimpression de manuels scolaires » d'un montant de 336 036 397 FCFA attribué à Imprimerie BETA;

Demande de Renseignement et de Prix :

-  Une incohérence a été relevée sur les « Travaux de construction d'un mur d'enceinte du complexe scolaire de Popenguine (école élémentaire et collège) 24 865 231 F CFA » de la Direction des Constructions Scolaires (DCS). En effet, la date du PV d'attribution (22/06/2011) antérieure à la date du PV de dépouillement (24/06/2011).
-  Pour la DRP « Acquisition de photocopieuses numériques » de la DEQS d'un montant de 14 879 202 F CFA, la facture pro forma de STABURO est datée du 03/11/2011, postérieure à la date limite de dépôt des offres (24/10/2011) ;
-  Acquisition de fourniture de bureau de la DEQS attribué à 1 399 964 F CFA, deux (02) des factures pro forma présentent la même adresse, le même numéro de fax et la même Boîte Postale (ALPHANUMERIQUE/ 56 rue Aristide le DANTEC et GLOBAL PRESTIGE / 56 rue Aristide le DANTEC) ;

1.3.4 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière**Appels d'Offres Ouverts :**

-  Nous n'avons obtenu aucun PV de réception des marchés de construction de la Direction des Construction Scolaire du Ministère.

1.4 Recommandations

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MEN
AOO				
1	L'envoi des Procès Verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'est pas systématique.	100%	Nous recommandons au Ministère de transmettre les PV d'ouverture des offres aux différents soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP.	<i>L'envoi des PVO aux candidats se fait par mail. Il est systématique. Nous vous transférerons ces mails.</i> Commentaires de KPMG <i>Nous considérons les commentaires de l'AC, toutefois nous n'avons pas reçu ces mails.</i>
2	Nous n'avons pas obtenu les avis d'attribution définitive publiés des marchés « Acquisition de fournitures scolaires » d'un montant de 146 965 370 FCFA attribué à PAPEX et « Réimpression de manuels scolaires » d'un montant de 336 036 397 FCFA attribué à Imprimerie BETA	08%	Nous recommandons au Ministère de publier les avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.	<i>Le MEN prend acte.</i>
3	Nous n'avons obtenu aucun PV de réception des marchés de construction de la Direction des Construction Scolaire du Ministère.	27%	Nous recommandons au Ministère de faire respecter aux titulaires des marchés les délais contractuels d'exécution des marchés et de dresser un PV de réception signé par les personnes habilitées ; à défaut d'appliquer les pénalités prévues dans les contrats.	<i>Pour le Fast Track, tous les PV de réception signés relatifs aux constructions achevées sont disponibles à la DCS. Concernant les pénalités, nous allons les appliquer ; les travaux sont en cours.</i> Commentaires de KPMG <i>Nous considérons les commentaires de l'AC, toutefois nous n'avons pas reçu ces PV.</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MEN
DRP				
1	Les lettres d'invitation ne sont pas toujours déchargées par les candidats consultés	100%	Nous recommandons au Ministère de s'assurer de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats consultés et de le matérialiser.	<i>Le MEN prend acte.</i>
2	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats consultés	100%	Nous recommandons au Ministère de mentionner dans les lettres d'invitation les noms des candidats consultés conformément à l'article 78 du CMP et de la circulaire N°0004 PM/CAB/CP.	<i>Le MEN prend acte.</i>
3	Les lettres d'invitation ne sont pas toujours accompagnées de bordereau de prix, de projet de contrat, de formulaire de soumission	100%	Nous recommandons au Ministère de faire accompagner aux lettres d'invitation adressées aux candidats toutes les pièces requises conformément à l'article 78 du CMP et de la circulaire N°0004 PM/CAB/CP.	<i>Le MEN prend acte et fait remarquer que les achats de montants inférieurs à 3millions pour les fournitures et services et 5 millions pour les travaux sont dispensés de forme écrites (CMP article 78 alinéa 3 a)).</i>
4	L'information des candidats non retenus du rejet de leur offre n'est pas systématique	100%	Nous recommandons au Ministère d'informer par lettre écrite les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à l'article 78 du CMP et de la circulaire N°0004 PM/CAB/CP.	<i>Le MEN prend acte.</i>
5	Une incohérence a été relevée sur les « Travaux de construction d'un mur d'enceinte du complexe scolaire de Popenguine (école élémentaire et collège) 24 865 231 F CFA » de la Direction des Constructions Scolaires (DCS). En effet, la date du PV d'attribution (22/06/2011) antérieure à la date du PV de dépouillement (24/06/2011).	03%	Nous recommandons au Ministère de veiller au respect des dispositions du CMP.	<i>Le MEN prend acte.</i>
6	Pour la DRP « Acquisition de photocopieuses numériques » de la DEQS d'un montant de 14 879 202 F CFA, la facture pro forma de STABURO est datée du 03/11/2011 date postérieure à la date limite de dépôt des offres (24/10/2011).	01%	Nous recommandons au Ministère le respect scrupuleux de la date de remise des offres. Aucune autre offre ne doit être acceptée après cette date.	<i>Le MEN prend acte.</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MEN
7	Pour la DRP « Acquisition de fourniture de bureau » de la DEQS attribué à 1 399 964 F CFA, deux (02) des factures pro forma présentent la même adresse, le même numéro de fax et la même BP (ALPHANUMERIQUE/ 56 rue Aristide le dantec et GLOBAL PRESTIGE / 56 rue Aristide le dantec).	01%	Nous recommandons au Ministère de veiller à l'existence réelle des candidats consultés pour les marchés lancés.	<i>Le MEN prend acte.</i>
Organisation				
1	Un retard a été noté dans la mise en place de la Cellule de Passation des Marchés. Alors que les copies de s actes de nomination doivent être envoyées avant le 05 janvier, la CPM a été mise en place le 13 janvier 2011.	N/A	Nous recommandons de respecter l'article 06 de l'arrêté N° 011588 du 28/12/07 en envoyant les copies des actes de nomination à la DCMP et à l'ARMP avant le 05 janvier.	<i>Le MEN prend acte.</i>
2	Le Ministère ne dispose pas de fichier de fournisseurs agréés comme le stipule la circulaire de mise en œuvre des DRP N°0004 PM /CAB/CP.	N/A	Nous recommandons au Ministère de mettre en place un fichier des fournisseurs agréés conformément à la circulaire de mise en œuvre des DRP N°0004 PM /CAB/CP.	<i>Le MEN prend acte.</i>
3	L'examen des DRP passées par le Ministère révèle des pratiques de fractionnement ; les marchés de même nature doivent être regroupés et passés selon le mode d'Appel d'Offres Ouvert, si le seuil est atteint.	N/A	Nous recommandons de regrouper tous les marchés de même nature et d'utiliser le mode Appel d'Offres si le seuil est atteint. L'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe (Article 60).	<i>Le même article autorise des dérogations « --Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions stipulées au présent décret ».les DRP prévues par l'article 78 chapitre 6 intitulé procédures spécifiques constituent ces dérogations. Les Directives de l'UEMOA en matière budgétaires en instituant la décentralisation des crédits (multiplicité des administrateurs de crédits) autorise ainsi plusieurs centres de passation et d'exécution de la commande publique. La DCEMP et l'ARMP par la pratique ne s'y opposent pas (PPM validés et l'avis n° 009).</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires du MEN
4	La Cellule n'a pas produit les rapports trimestriels tels que prévus dans l'arrêté N° 011586 du 28/12/07.	N/A	Nous recommandons à la Cellule de Passation des Marchés de produire les rapports trimestriels conformément à l'arrêté N° 011586 du 28/12/07.	<i>Seul, le rapport annuel a été produit. Le MEN prend acte.</i>
5	Nous n'avons reçu aucun document prouvant que les personnes impliquées dans le processus de passation des marchés du Ministère (Membres de la Commission et de la Cellule de Passation des Marchés) ont suivi une formation dans ce domaine pour nous assurer de leur capacité à les gérer.	N/A	Nous recommandons aux personnes impliquées dans le processus de passation des marchés (membres de la CM et de la CPM) de suivre des formations dans le domaine afin de le maîtriser.	<i>Tous les membres impliqués dans le processus de passation des marchés du MEN</i> Commentaires de KPMG <i>Nous considérons les commentaires de l'AC, toutefois nous estimons que la phrase n'est pas complète. Nous avons essayé de joindre le coordonnateur pour avoir plus de précision. Aussi aucun document ne nous a été remis.</i>
6	Le rapport annuel mis à notre disposition n'est pas signé et comporte des marchés lancés en 2010, c'est l'exemple du marché : Acquisition de matériels pédagogiques et didactiques AO n°F/0017/11 du 18/06/2010 ; Fournitures de 1000 mallettes pédagogiques n° F/0028/2011 du 26/08/2010. Aussi, la plupart des marchés ne figurent pas dans le fichier SIGFIP mis à notre disposition.	N/A	Nous recommandons au Ministère de produire un rapport annuel conformément à l'article 143 du CMP.	<i>Le MEN prend acte.</i>

1.5 Suivi des recommandations de la revue de 2010

N° d'ordre	Constats	Niveau d'application
1	Les PV d'ouverture des offres ne sont pas transmis systématiquement aux soumissionnaires.	Non appliquée
2	Les avis d'attribution définitive ne sont pas publiés systématiquement par le Ministère.	Partiellement appliquée
3	Le marché passé par entente directe n'a pas été approuvé ni par la DCMP et ni par le Ministre chargé des Finances comme le préconise l'article 29 du CMP qui stipule que « le Ministre chargé des Finances est habilité à approuver le marché lorsque le montant du marché est égal ou supérieur à 100 millions FCFA mais n'atteint pas 500 millions FCFA.	Appliquée
4	Nous n'avons pas reçu les garanties de soumission et d'exécution relatives à ce marché.	Appliquée
5	Les rapports trimestriels prévus par la réglementation et portant sur la passation et l'exécution des marchés n'ont pas été produits par la cellule en 2010.	Non appliquée
6	Le rapport annuel prévu à l'article 141 du CMP a bien été produit par la commission. Toutefois, nous n'avons obtenu aucune preuve matérialisant la transmission du rapport à l'ARMP.	Partiellement appliquée
7	La transmission des copies de la déclaration de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics des membres de la Cellule de passation des marchés et de la Commission des marchés à la DCMP et à l'ARMP, n'est pas matérialisée.	Non appliquée
8	L'AGPM ne précise pas clairement les besoins des commandes à passer du Ministère. C'est l'exemple : - du Marché d'achat de Malette Pédagogiques ; - des marchés Construction de collège d'enseignement moyen.	Partiellement appliquée
9	Nous ne disposons d'aucun document relatif à l'exécution financière. Selon le coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, le paiement est géré au niveau de la DAGE.	Appliquée
10	Nous ne disposons d'aucune pièce relative à la procédure de réception des fournitures ou des travaux ainsi qu'à la procédure de paiement des fournisseurs.	Partiellement appliquée
11	Nous n'avons pas obtenu le programme de formation des membres de la Cellule de Passation des marchés Publics pour s'assurer de la mise à jour de leur connaissance. Toutefois, nous avons reçu uniquement trois attestations de formations d'un seul membre de la CPM.	Non appliquée

2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1 Rappel des termes de références

2.1.1 Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flux considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle à posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle à priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2011 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence.

2.1.2 Objectifs de la mission







2.1.2.1 Objectif principal

La mission a pour **objectif principal**, au sein des autorités contractantes du Groupe 1, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics.

Il s'agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

2.1.2.2 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons également le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;

- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe en passant en revue l'ensemble des marchés passés par ce système afin d'en déduire d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations sur le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque Mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ exprimer nos recommandations pour le futur.

En fin de mission nous assurerons à cinq (5) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (5) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de deux (2) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions.

2.1.3 Périmètre de la mission

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqués à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (ressources internes et ressources externes) leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;

- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission, la formation sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (05) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (05) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions pour une durée de deux (02) jours.

2.2 Méthodologie de mise en œuvre

2.2.1 Approche contradictoire

Ce type de mission requiert la pleine collaboration des Autorités Contractantes (AC). A ce titre, il a été planifié une réunion de démarrage de la mission avec chaque Autorité Contractante. Au cours de ces réunions, notre équipe :

- ✚ s'est assurée que chaque Autorité Contractante disposait bien des termes de référence de la mission ;
- ✚ a rappelé le périmètre de la mission et ses nouveautés par rapport à la revue de l'année précédente, avec notamment le contrôle d'exécution physique et le rapprochement avec l'exécution budgétaire ;
- ✚ a insisté sur le partage préalable des résultats de la revue avant la production du rapport provisoire ;
- ✚ a confirmé avec l'AC, le calendrier des travaux de terrain et les conditions logistiques y afférentes.
- ✚ a demandé les documents suivants :
 - Organisation/Organigramme
 - Plan de Passation des Marchés ;
 - Liste des marchés passés ;
 - Balance générale des comptes ou état d'exécution budgétaire détaillé de 2011 ;
 - Grand livres des comptes et tableau de passation 2011 ;
 - Cycle passation et organisation du manuel des procédures en vigueur ;
 - Note éventuelle sur l'évolution institutionnelle de l'AC ou les rapport d'activités transmis à l'ARMP le cas échéant ;
 - Composition de la Commission des marchés / correspondance de transmission aux organes ad hoc ;
 - Composition de la Cellule de Passation des marchés / correspondance de transmission aux organes ad-hoc ;
 - Attestations de prise de connaissance de la charte d'éthique et de transparence.

2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention

Notre intervention comprend **cinq (05) phases** clés tenant compte des finalités poursuivies par la mission. Ces cinq (05) phases clés sont composées d'activités pouvant pour certaines d'entre elles, être simultanées.

1. **Cadrage général de la mission ;**
2. **Revue des marchés ;**
3. **Contrôle d'exécution physique ;**
4. **Rapports et restitutions aux AC ;**
5. **Formation.**

PHASE	INTITULE DE LA PHASE	N° ACTIVITE	INTITULE ACTIVITE
1	CADRAGE GENERAL DE LA MISSION		
		1.1	Confirmation de notre démarche avec l' ARMP
		1.2	Contact des Responsables des Cellules de Passation de Marchés de chaque Autorité Contractante et obtention des listes de marchés et DRP
		1.3	Détermination des échantillonnages
2	REVUE DES MARCHES		
		2.1	Prise de connaissance des Autorités Contractantes et revue de leur organisation
		2.2	Analyse des pratiques courantes et revue du système de contrôle interne
		2.3	Travaux d'audit
3	CONTROLE D'EXECUTION PHYSIQUE		
		3.1	Confirmation des marchés à contrôler et planification
		3.2	Travaux de contrôle d'exécution physique
		3.3	Rapport de contrôle d'exécution physique
4	RAPPORTS ET RESTITUTIONS AUX AC		
		4.1	Rapports
		4.2	Présentation des rapports provisoires
		4.3	Ajustements et production des rapports finaux de la phase d'audit du processus de passation et des rapports de synthèse
5	FORMATION		
		5.1	Programmation et conception des modules
		5.2	Délivrance de la formation et compte-rendu

2.3 Description des travaux d'audit

2.3.1 Audit de la passation des marchés





Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les travaux présentés ci-dessous:

2.3.1.1 Revue des textes







Nous avons fait, à l'entame de la mission, une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante.

2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés


















Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal pour apprécier sa capacité à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

-  analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du CMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier son aptitude à gérer la commande publique ;
-  évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
-  contrôle de la régularité des dépenses ;
-  revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.








-  rapprochement du Plan de Passation des Marchés (PPM) obtenu du MEN avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics ;
-  rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés ;
-  rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics ;
-  contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs, les comptes de charges et d'immobilisation pour s'assurer de la réalité, de l'exactitude et de l'exhaustivité des marchés ;
-  sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés ;
-  contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

-  la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation ;
-  au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats ;
-  au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels ;
-  au contenu des dossiers d'appel à candidatures ;
-  au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner ;
-  au respect des délais de préparation des offres ;
-  au respect des délais de passation des marchés ;
-  au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres ;
-  au contenu des rapports d'évaluation technique des offres ;
-  au contenu des rapports d'évaluation financière des offres ;
-  au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire ;
-  à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable ;
-  au contenu des lettres de notification ;
-  à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis ;
-  à l'information des soumissionnaires non retenus ;
-  au respect des délais d'exécution des marchés ;
-  à la réception effective des biens et services.

2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés

Nos travaux ont consisté essentiellement à vérifier :

-  le règlement de la TVA avec vérification de reversement des précomptes au Trésor ;
-  le respect de l'application des clauses de pénalités ;
-  le contenu des contrats et le respect des dispositions relatives au paiement ;
-  le recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution) ;
-  la conformité aux modèles fournis dans les DAC et la durée de validité ;
-  la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties ;
-  les paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles.

2.3.3 Audit technique

Cf. rapport de contrôle physique (document séparé).

2.4 Constitution de l'échantillon d'audit

2.4.1 Échantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

2.4.1.1 Description de l'échantillon

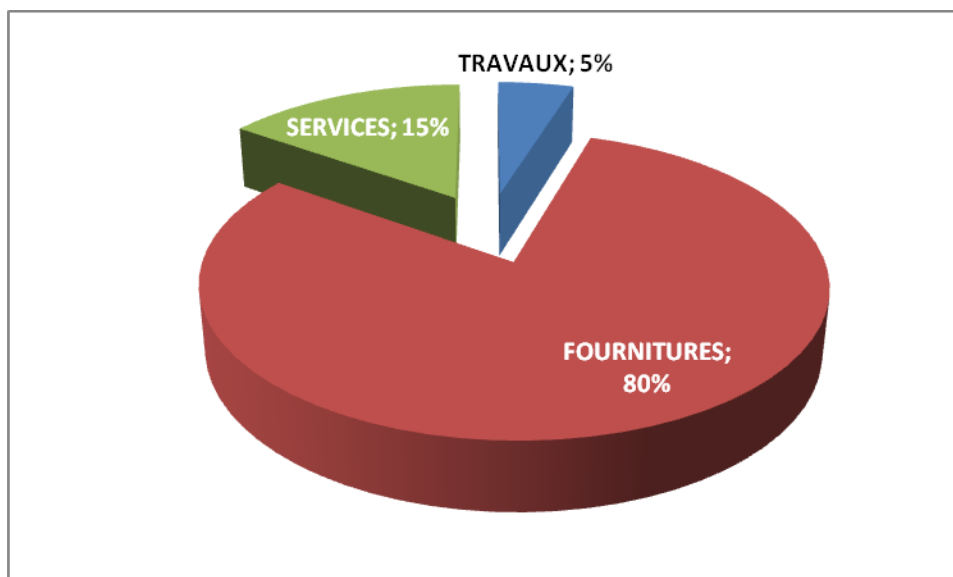
Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés en 2011 par le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN). Cette liste est constituée de **50** Appels d'Offres Ouverts (AOO) pour un montant de **10 153 152 671 FCFA**, de **05** Prestations Intellectuelles (PI) pour un montant de **207 197 000 FCFA**, de **02** Ententes Directes (ED) d'un montant de **752 773 083 FCFA** et de **197** Demandes de Renseignement et de Prix (DRP) pour un montant de **896 139 299 FCFA**.

Nous avons examiné l'ensemble de la liste obtenue.

Nous avons retenu un échantillon qui comprend :

- 29 AOO pour un montant de 5 137 352 952 FCFA ;
- 03 PI pour un montant de 139 307 000 FCFA ;
- 02 ED pour un montant de 752 773 083 FCFA ;
- 71 DRP pour un montant de 438 081 183 FCFA.

Le graphe ci-dessous indique la **répartition par nature** des marchés de l'échantillon.



L'échantillon est constitué de :

- 05% de travaux pour un montant de 310 961 696 FCFA
- 80% de fournitures pour un montant de 5 173 454 212 FCFA
- 15% de services pour un montant de 983 098 310 FCFA

2.4.1.2 Correction de l'échantillon

L'échantillon sélectionné et validé en début de mission a été transmis au MEN avant le début effectif de la mission.

2.4.2 Échantillon pour l'audit technique

L'échantillon des marchés ayant fait l'objet d'un contrôle d'exécution physique se compose comme suit. Ce contrôle fait l'objet d'un rapport séparé.

N°	Marche	Objet				Entreprises
		SDC	B.A	B.H	CL	
1	T1291/11 : Zac Mbao	3	1	1	1	SSCTP
2	T1291/11 : Mbaba Guissé	3	1	1	1	SSCTP
3	T1290/11 : Thiaroye M.B	2	0	0	0	KFE
4	T1290/11 : Mbaba Guissé	3	0	0	0	KFE
5	T1289/11 : Seydina Laye A	3	0	0	0	ASTAF
6	T1289/11 : Seydina Laye B	3	0	0	0	ASTAF
7	T1289/11 : Thiaroye M.A	2	0	0	0	ASTAF

3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES




3.1 Rappels

3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé




3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;




Le Code des Marchés Publics (décret n° 545 du 25 avril 2007) ainsi que le Décret n° 2008-1165 portant modification du décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics (décret modifiant l'article 63) et le Décret n° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics fixent les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

-  réalisation de travaux ;
-  d'achat de fournitures ;
-  d'achat de services ;

Le Code en vigueur a été pris en application :


-  de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
-  de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
-  des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

-  le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
-  le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;



 les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 011580 du 28/12/07 pris en application de l'article 138 du Code des Marchés Publics fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation de marchés.
- Arrêté N° 011583 du 28/12/07 pris en application de l'article 111 du Code des Marchés Publics fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté N° 011584 du 28/12/07 pris en application de l'article 112 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N° 011585 du 28/12/07 pris en application de l'article 77-3 du Code des Marchés Publics relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté N° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes ;
- Arrêté N° 011587 du 28/12/07 pris en application de l'article 45-e du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics ;
- Arrêté N° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes ;
- Arrêté N° 03193 du 3/4/2010 pris en application de l'article 78 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;

 Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

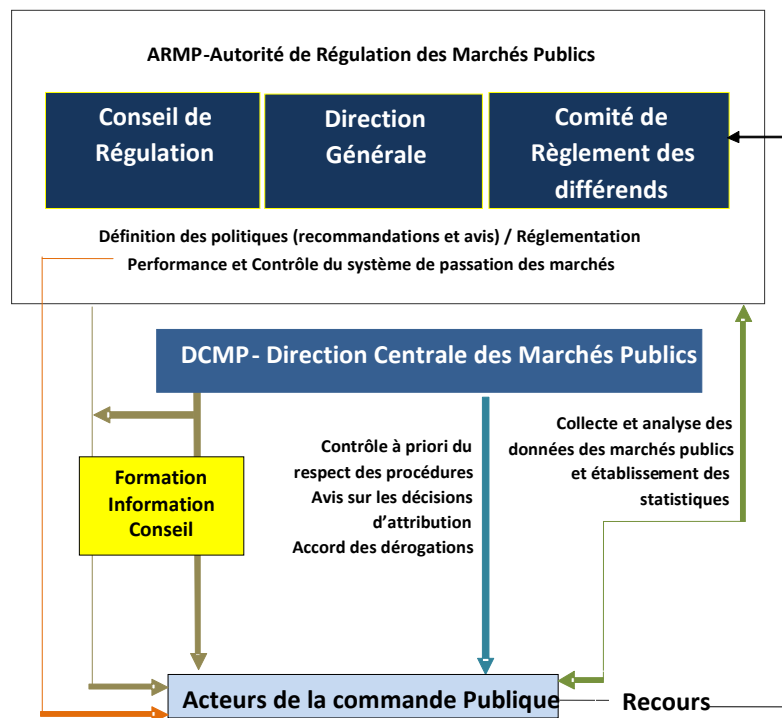
3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel

Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) nouvelles structures dont la création met fin à l'existence de la Commission Nationale des Contrats de l'Administration (CNCA) et du Bureau des Marchés du Ministère de l'Économie et des Finances :

-  l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP ;
-  la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF ;

dont les rôles clés sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



3.1.2 Principes

3.1.2.1 Champ d'application du CMP

Le Code des Marchés Publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

1. l'État et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
2. les collectivités locales, y compris les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
3. les établissements publics ;
4. les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'État ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;




5. les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
6. les associations formées par des personnes visées au point 1) à 4) du CMP.

Les marchés passés en application d'accords de financement ou de traités internationaux sont soumis aux dispositions du Code des Marchés Publics, sous réserve de l'application de dispositions contraires au code résultant des procédures prévues par lesdits accords ou traités internationaux.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets doit être effectuée dans les conditions prévues par le CMP.

3.1.2.2 Durée des marchés (article 14 du CMP)

La durée d'un marché est fixée en tenant compte de la nature des prestations et de la nécessité d'une remise en concurrence périodique. Elle ne peut en principe être supérieure à un an sauf pour les marchés suivants :

-  les marchés à commandes et de clientèle, conformément aux dispositions des articles 25 et 26 du CMP ;
-  les marchés afférents à des programmes d'investissement et d'entretien de routes qui peuvent être contractés pour plusieurs années à la condition que les engagements qui en découlent demeurent respectivement dans les limites des autorisations de programme et des crédits de paiement contenus dans les lois de finances.
-  Les marchés de gestion et d'entretien par niveau de services (GENIS) qui se fondent sur une obligation de résultats en lieu et place de l'obligation de moyens des marchés classiques ou les marchés pluriannuels d'entretien peuvent être contractés pour une durée allant jusqu'à sept ans.

3.1.2.3 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	État / Collectivités locales / Établissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP).

3.1.2.4 Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 11580 pris en application de l'article 138 du CMP)

La Direction chargée du Contrôle des Marchés publics assure le contrôle à priori des procédures de passation de marchés. A ce titre elle :

- ✚ émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation concernant :
 - les marchés fractionnés quel que soit leur montant ;
 - les marchés que l'autorité contractante souhaite passer par appel d'offres restreint ou par entente directe ;
 - les marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007 ;
 - les conventions de délégation de service public et les contrats de partenariat ;
 - les avenants aux marchés ci-dessus ou qui ont pour effet de porter le montant du marché au montant du seuil d'examen du dossier ;
- ✚ émet un avis sur le rapport d'analyse comparative des offres ou propositions et sur le procès-verbal d'attribution provisoire du marché établis par la commission des marchés, relatifs aux marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007 ;
- ✚ effectue un examen juridique et technique avant leur approbation des projets de marchés pour lesquels elle a indiqué souhaiter faire un tel contrôle lors de l'examen du dossier d'appel à la concurrence ou qui répondent aux conditions de nature et de montants fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007.

¹ Sociétés Nationales






² Sociétés Anonymes

La Direction chargée du Contrôle des Marchés publics peut également donner un avis sur les dossiers que lui soumettent spontanément les autorités contractantes.



3.1.2.5 Signature des marchés (articles 27, 28 et 30 du CMP)

La procédure de passation du marché est conduite par la personne responsable du marché qui est habilitée à signer le marché au nom de l'autorité contractante. Les marchés conclus par une personne non habilitée à cet effet sont nuls de nullité absolue.

Les personnes responsables des marchés chez les différentes autorités contractantes sont respectivement :


-  pour les marchés de l'Etat et dans chaque département ministériel : le Ministre chargé du département concerné, qui est responsable des marchés passés par les services centraux, des marchés passés dans la Région de Dakar et des marchés des agences ou organisations sans personnalité morale relevant de son département ;
-  pour les marchés de l'Etat passés dans les Régions autres que la Région de Dakar : le gouverneur de région ;
-  pour les marchés des collectivités locales : les présidents des conseils régionaux, les maires et les présidents des conseils ruraux ou leurs représentants dûment habilités sont responsables respectivement des marchés à passer par les régions, les communes et les communautés rurales ;
-  pour les marchés des établissements publics, agences et autres organismes ayant la personnalité morale : l'organe exécutif désigné conformément aux règles qui leur sont applicables ;
-  la signature des marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire relève de la compétence du Directeur Général de la société quel que soit leur montant.

Toutefois, pour les marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire, l'avis favorable du Conseil d'Administration préalable à la signature des marchés, matérialisé par le procès verbal des délibérations, est requis lorsque :

-  les marchés sont passés par une société nationale ou une société anonyme à participation publique majoritaire créée depuis moins de 12 mois ;
-  lorsque le représentant légal décide de retenir un candidat autre que celui proposé par la commission des marchés.

3.1.2.6 Approbation des marchés

L'acte d'approbation, matérialisé par la signature de l'autorité compétente à ce titre, est la formalité administrative nécessaire pour donner effet au marché. Les autorités compétentes pour l'approbation des marchés sont présentées dans les tableaux qui suivent :

 pour les marchés des administrations centrales de l'Etat :


SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)	
Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Marché \geq 100 000 000	Ministre chargé des finances
100 000 000 > marché \geq 50 000 000	Ministre dépensier
Marché < 50 000 000	Ministre dépensier pour la région de Dakar
	Gouverneur de région excepté Dakar

 pour les marchés des collectivités locales :

Les marchés des collectivités locales dont les montants sont indiqués dans le tableau ci-dessous sont approuvés par le représentant de l'État :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)		
Caractéristiques	Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Toutes les régions (Conseils régionaux)	marché \geq 100 000 000	Gouverneur de région
- Villes de la région de DAKAR - Communes chef-lieux de région - Communes d'un budget \geq 300 000 000	marché \geq 50 000 000	Préfet
Autres communes	marché \geq 15 000 000	Préfet
Communautés rurales	marché \geq 15 000 000	Sous-Préfet

Les marchés d'un montant inférieur aux seuils ci-dessus ne sont pas soumis à la formalité d'approbation.

 pour les marchés des établissements publics, agences et organismes dotés de la personnalité morale :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)	
Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Marché \geq 150 000 000	Ministre chargé des finances
150 000 000 > marché \geq 50 000 000	Président du Conseil d'Administration
Marché < 50 000 000	Directeur de l'établissement

3.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- appel d'offres ouvert (article 60 à 70 du CMP) ;
- appel d'offres avec pré-qualification (article 60 à 65 et 71 du CMP) ;
- appel d'offres ouvert en deux étapes (article 60 à 65 et 72 du CMP);
- appel d'offres restreint (article 60 à 65, 73 et 74 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics

3.2.1 Responsabilité des MO et MOD














3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la CPM

Les membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) ont été désignés au titre de la gestion 2011.

Prénom et NOM	Fonction	Hierarchies
Papa Sanghoné GAYE	Coordonnateur	Non obtenu
Cheikh Tidiane MBAYE	Adjoint au Coordonnateur	Non obtenu

Nous n'avons aucune connaissance de la hiérarchie des membres de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous prononcer sur leurs capacités à gérer les marchés publics.

Conformément à l'arrêté n° 011586 du 28 décembre 2007 relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, la CPM est responsable des activités suivantes :

-  examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
-  examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
-  examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
-  classement et archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
-  établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
-  établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics ;
-  insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
-  tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
-  appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
-  réalisation et tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
-  identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
-  liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction Centrale des Marchés Publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

3.2.1.2 Capacité de lancer des mises en concurrence




Le personnel doit être suffisamment formé pour une meilleure maîtrise des procédures de passation de marché.

3.2.2 Exercice des contrôles

3.2.2.1 Rappels

Article 137 CMP 2007 / 139 CMP 2011 :





Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle des dépenses respectivement applicables aux autorités contractantes, le contrôle des marchés publics est assuré par :

-  la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics qui est chargée de contrôler a priori la passation des marchés ;
-  les organes de contrôle interne existant au sein de l'autorité contractante qui effectuent un contrôle à posteriori dans des conditions fixées par chaque autorité contractante.
-  l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics qui effectue un contrôle à posteriori.

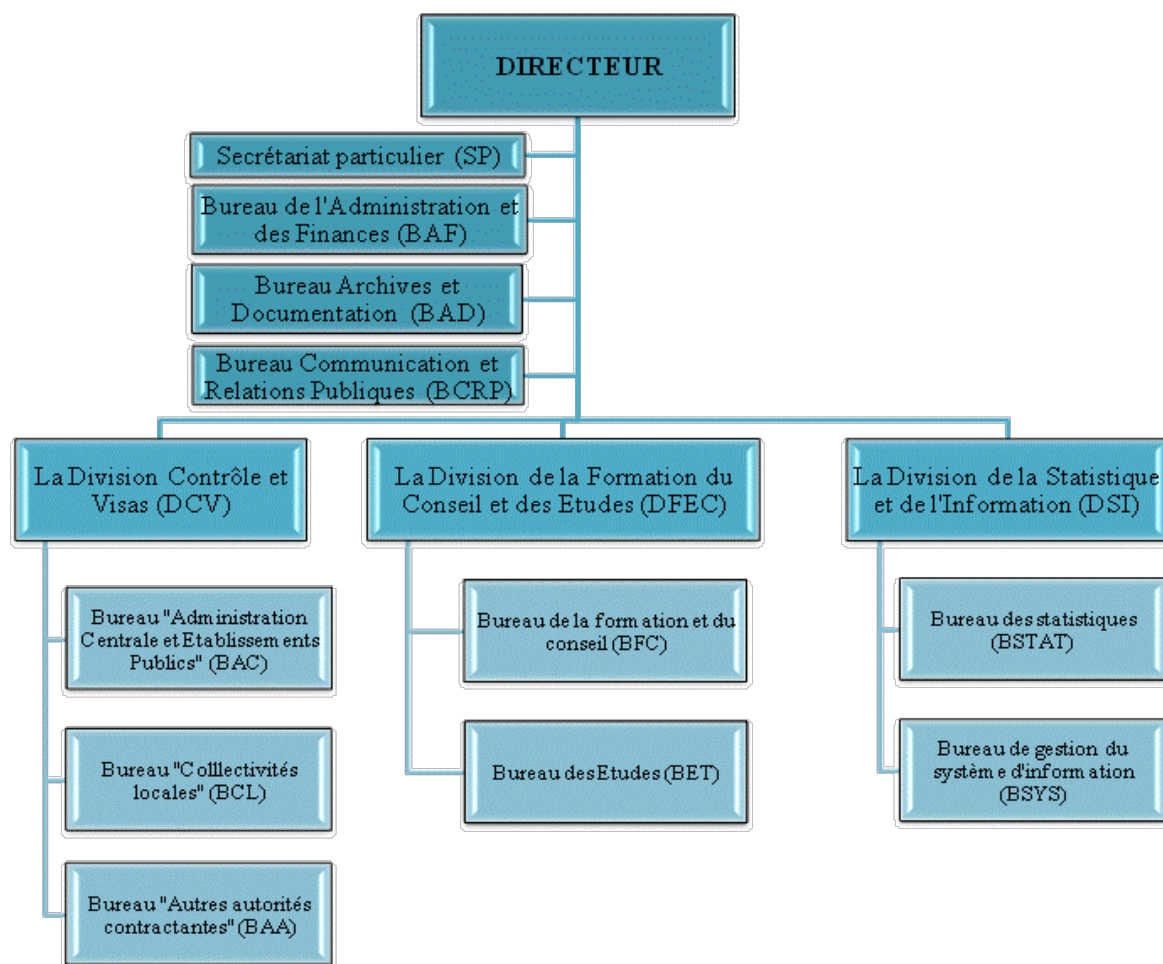
3.2.2.2 Exercice des contrôles

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction du Contrôle des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

-  d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
-  d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
-  d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
-  de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

Soulignons par ailleurs, que les Commissions de Marchés et Cellules de Passation des Marchés jouent également un rôle important dans le respect de la conformité du processus.

3.2.2.3 Fonctionnement de la Commission des Marchés du MEN

Rappelons ici que le CMP prévoit la mise en place de Commissions des Marchés chargées de l'Ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ainsi que celle de Cellules de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la CM.

COMPOSITION DE LA COMMISSION DE PASSATION DES MARCHES		
Prénoms et NOM	Qualité	Hiérarchies
Mame Moussé NDOYE	Président titulaire	Non obtenu
Assane DIENG	Président suppléant	Non obtenu
Bassirou MBENGUE	Membre titulaire	Non obtenu
Aissatou GUEYE	Membre suppléant	Non obtenu
Papa Sanghoné GAYE	Rapporteur titulaire	Non obtenu
Cheikh Tidiane MBAYE	Rapporteur suppléant	Non obtenu

Nous n'avons pas eu connaissance de la hiérarchie des membres de la Commission des Marchés du Ministère, par conséquent, nous ne pouvons pas nous prononcer sur leurs capacités à gérer les marchés.

3.2.2.4 Rôle du Contrôleur Financier

Il existe au sein du Ministère un COF chargé de contrôler toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées par le Ministère. Le contrôle se fait à deux niveaux :







- **Phase d'engagement** (avec toutes les pièces : PV de dépouillement, PV d'attribution, Contrat ou lettre de marché, facture proforma, bon d'engagement avec ses trois volets)
- **Phase de liquidation et paiement** (avec toutes les pièces : PV de dépouillement, PV d'attribution, Contrat ou lettre de marché, facture définitive, bordereau de livraison, bon d'engagement avec ses trois volets, titre de créance et titre de certification, PV de réception).

Par ailleurs, il faut noter que le COF est représenté lors de la livraison des fournitures commandées par le ministère et signe le bordereau de livraison.

3.2.3 Régulation

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

L'ARMP a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de service public. Cette mission de régulation a pour objet :

-  d'émettre des avis, propositions ou recommandations dans le cadre de la définition des politiques et de l'assistance à l'élaboration de la réglementation en matière de marchés publics et de délégations de service public ;
-  de contribuer à l'information, à la formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public ;
-  d'exécuter des enquêtes ;
-  de mettre en œuvre des procédures d'audits indépendants ;
-  de sanctionner les irrégularités constatées ;
-  de procéder au règlement non juridictionnel des litiges nés à l'occasion de la passation des marchés publics et des délégations de service public, ou de rendre des avis dans le cadre du règlement amiable des litiges nés à l'occasion de leur exécution.

L'ARMP est composée de trois organes : le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différends et la Direction Générale.


4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1 Constats généraux

4.1.1 Constats de carence documentaire

4.1.1.1 Carence documentaire concernant la passation

Appel d'Offres Ouverts :

 Nous n'avons pas obtenu les avis d'attribution définitive publiés des marchés :
« Réimpression de manuels scolaires » et « Acquisition de fournitures scolaires » ;

4.1.1.2 Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2 Fractionnements potentiels

4.1.2.1 Rappels

Article 54.5 du CMP :

Les autorités contractantes ne peuvent en aucun cas fractionner les dépenses ou sous estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables en vertu du CMP.

4.1.2.2 Évaluation des fractionnements potentiels

L'examen des DRP révèle des cas de fractionnement. Les DRP de même nature doivent être regroupées et passées selon le mode Appel d'Offres Ouvert si le seuil est atteint conformément au CMP.

Acquisition de fournitures de bureau

Marchés (DRP)	Montants
Fourniture de bureau	1 399 664
Fourniture de bureau	1 466 551
Fourniture de bureau	1 388 742
Fourniture de bureau	1 919 270
Fourniture de bureau	1 999 982
Fourniture de bureau	7 965 000
Fourniture de bureau	2 497 252
Fourniture de bureau	1 194 160
Fourniture de bureau	2 999 855
Total	22 830 476

Acquisition de matériels de bureau

Marchés (DRP)	Montants
Fourniture de mat. bureau	7 423 380
Fourniture de mat. bureau	2 546 883
Fourniture de mat. bureau	2 497 252
Fourniture de mat. bureau	1 499 780
Fourniture de mat. bureau	988 604
Fourniture de mat. bureau	15 950 000
Fourniture de mat. bureau	10 280 000
Total	41 185 899

Acquisition de consommables informatiques

Marchés (DRP)	Montants
Consommables informatiques	1 774 720
Consommables informatiques	4 009 000
Consommable informatique	1 882 100
Consommable informatique	1 500 000
Consommables informatiques	11 638 340
Consommables informatiques	2 298 062
Consommables infor	2 496 880
Consommables infort.	2 092 612
Consommables informatique	1 499 780
Consommables informatiques	1 799 545
four de cons informatique	1 526 330
Achat de matériel et consommables informatiques	8 450 000
Achat consommables informatiques	1 986 000
Achat consommables informatiques	7 456 000
Achat consommables informatiques	2 480 000
Acquisition consommable informatique	2 540 000
Total	55 429 369

Les marchés de même nature doivent regroupés et passés selon le mode Appel d'Offres Ouvert si le seuil est atteint.

4.2 Audit de la passation des marchés

4.2.1 Dossiers d'Appels d'Offres (DAO)

4.2.1.1 Rappels

a) AOO

Article 58 (Section 3 - Dossier d'appel à la concurrence)

Le dossier d'appel à la concurrence contient la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats selon la procédure choisie, à savoir:

- a) les pièces relatives aux conditions de l'appel à la concurrence : la référence à l'avis d'appel d'offres ou à l'avis d'appel à candidatures, ou la lettre de consultation, ainsi que le règlement de la procédure, sauf si les informations figurant dans l'avis d'appel à la concurrence sont suffisantes eu égard à la procédure et au marché concernés ;
- b) les pièces constitutives du futur marché, notamment : projet, date de soumission, cahier des prescriptions spéciales, cahier des clauses administratives générales, cahier des clauses techniques générales, autres pièces requises en fonction de l'objet du marché;
- c) des informations communiquées par l'autorité contractante à titre indicatif en vue de faciliter l'établissement de leurs offres par les candidats, qui ne sont pas des pièces constitutives du marché.

Le dossier d'appel à la concurrence est remis aux candidats gratuitement ou à des conditions financières stipulées dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans la lettre de consultation.

Lorsque le dossier d'appel à la concurrence n'est pas remis gratuitement, ces conditions financières doivent être fixées de façon à ne pas dépasser les frais engagés pour le reproduire et le remettre aux candidats. Toutefois, dans ce dernier cas, un exemplaire du dossier devra être disponible pour être consulté gratuitement sur place par les candidats qui le souhaitent.


b) DRP

Article 77.2 du CMP 2007 / 78.2 du CMP 2011 :

L'autorité contractante sollicite simultanément par écrit des prix auprès d'au moins cinq entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

Pour les travaux, fournitures et services dont la valeur TTC est supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11585 du 28 décembre 2007 du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et n'atteint pas ceux définis à l'article 53 du CMP, la saisine des candidats présélectionnés doit se faire par une lettre d'invitation précisant au minimum :

 l'objet de la consultation ;

- ✚ la description concise des prestations ;
- ✚ les spécifications techniques requises ;
- ✚ les délais de remise des offres et délais d'exécution.

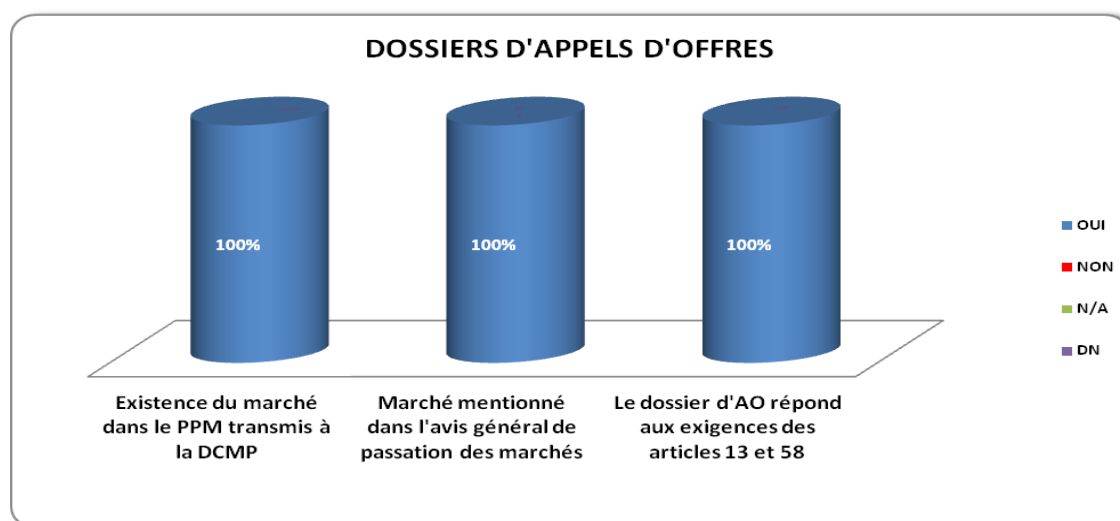
Elle doit également être accompagnée :

- ✚ d'un formulaire de soumission ;
- ✚ d'un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires mentionnant s'il y'a lieu les qualifications minimales requises ;
- ✚ d'un bordereau de prix ;
- ✚ et d'un projet de contrat.

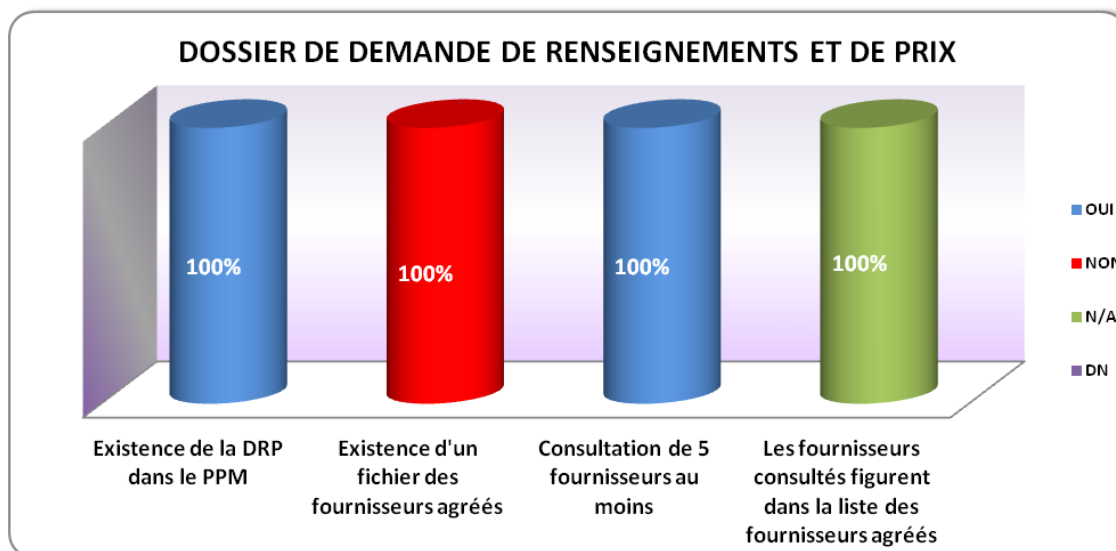
Les modalités de publicité pour la présélection des candidats sont libres. Toutefois, la liste des candidats présélectionnés peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'autorité contractante au terme d'un appel à manifestations d'intérêt initié en début de gestion, et mis à jour périodiquement en fonction des nécessités de service.

4.2.1.2 Constats

AOO



DRP



4.2.1.3 Commentaires

AOO

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler concernant les dossiers des Appels d'Offres revus.

DRP

Le Ministère ne dispose pas de fichier des fournisseurs agréés.

4.2.2 Avis d'Appels d'Offres (AAO)

4.2.2.1 Rappels

a) AOO

Article 60 du CMP

L'appel d'offres est la procédure par laquelle une autorité contractante attribue le marché, après appel à la concurrence, au candidat réunissant les conditions de qualification qui remet l'offre conforme évaluée la moins disante, sur la base de critères quantifiés en termes monétaires préalablement portés à la connaissance des candidats, sans négociation.

- ✚ L'appel d'offres peut être ouvert ou restreint. Il est dit ouvert lorsque tout candidat peut remettre une offre, et restreint lorsque seuls peuvent remettre une offre les candidats qui y ont été directement invités par l'Autorité Contractante. L'appel d'offres ouvert peut comprendre une phase de pré-qualification.
- ✚ L'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions stipulées dans le CMP.
- ✚ L'appel d'offres peut également être organisé en deux étapes, dans les conditions prévues dans le CMP, en vue dans un premier temps de préciser les critères ou les solutions techniques auxquels les offres devront répondre puis, dans un deuxième temps, d'attribuer le marché sur les bases retenues par l'autorité contractante.

b) DRP (invitation des candidats)

Article 77.2 du CMP 2007/78.2 du CMP 2011 :

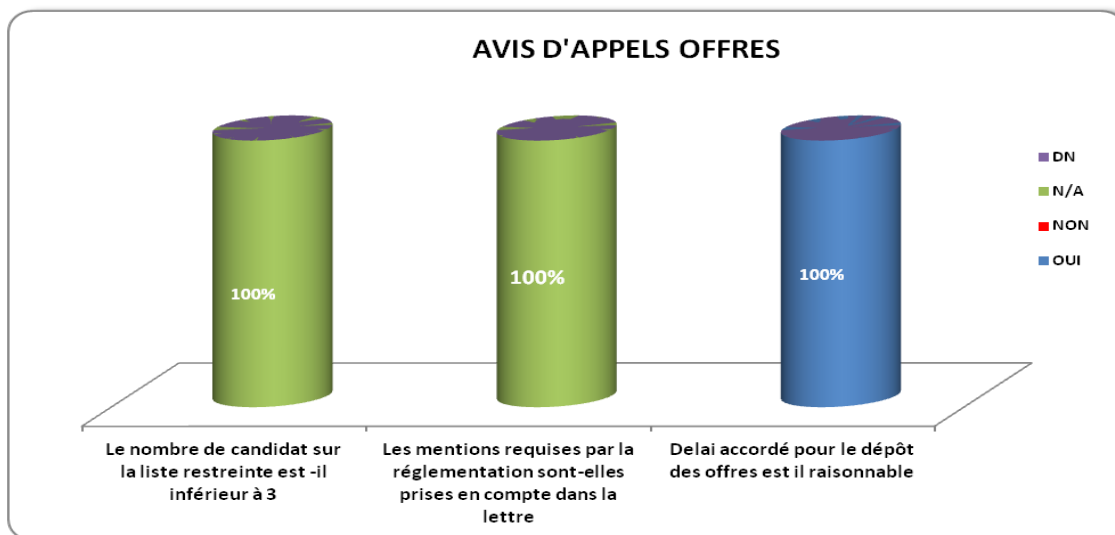
L'autorité contractante choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché.

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

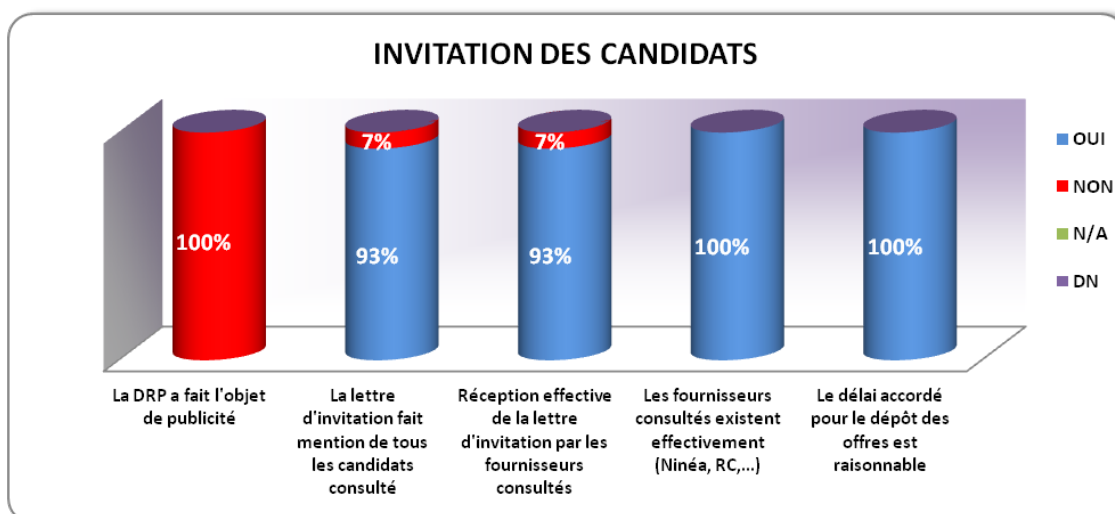
La lettre d'invitation, adressée simultanément aux fournisseurs à consulter, doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés (5 au moins, conformément à l'article 77 du CMP 2007/78 du CMP 2011). Les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des prestations doivent être raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée.

4.2.2.2 Constats

AOO



DRP



4.2.2.3 Commentaires

AOO

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler concernant les avis d'appel d'offres.

DRP

Les DRP lancées par le Ministère ne font pas l'objet de publicité. Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats consultés et ne sont pas déchargées par les candidats pour attester de l'effectivité de la réception de ces lettres.

4.2.3 Réception et dépouillement des offres

4.2.3.1 Rappels

a) AOO

Article 67 du CMP

A l'expiration des dates et heures limites de dépôt des offres, la commission des marchés est chargée de procéder à l'ouverture des plis. Seuls peuvent être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et heure limites de dépôt des offres.

Les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limites de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report. Les plis reçus après le délai fixé doivent être renvoyés aux candidats sans avoir été ouverts.

Tous les candidats qui ont soumis des offres sont autorisés par l'autorité contractante à assister ou à se faire représenter à l'ouverture des plis. Les candidats ou leurs représentants qui sont présents signeront un registre attestant de leur présence. Les représentants des organismes de financement peuvent également assister à l'ouverture des plis ou se faire représenter. Cette faculté est mentionnée dans l'avis d'appel d'offres.

Le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de garantie financière, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'autorité contractante peut juger utile de faire connaître, sont lus à haute voix lors de l'ouverture des plis. Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats.

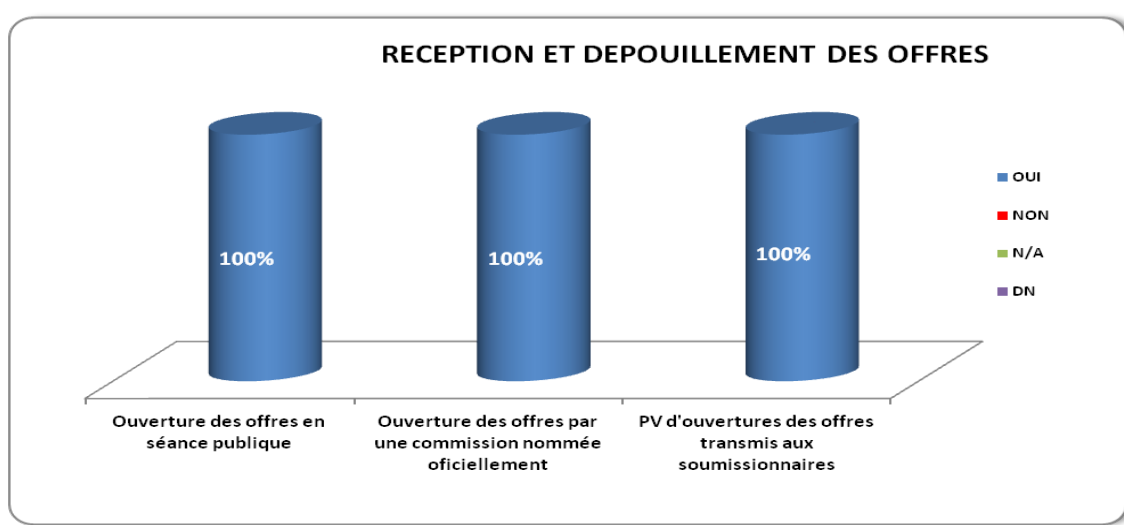
b) DRP

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

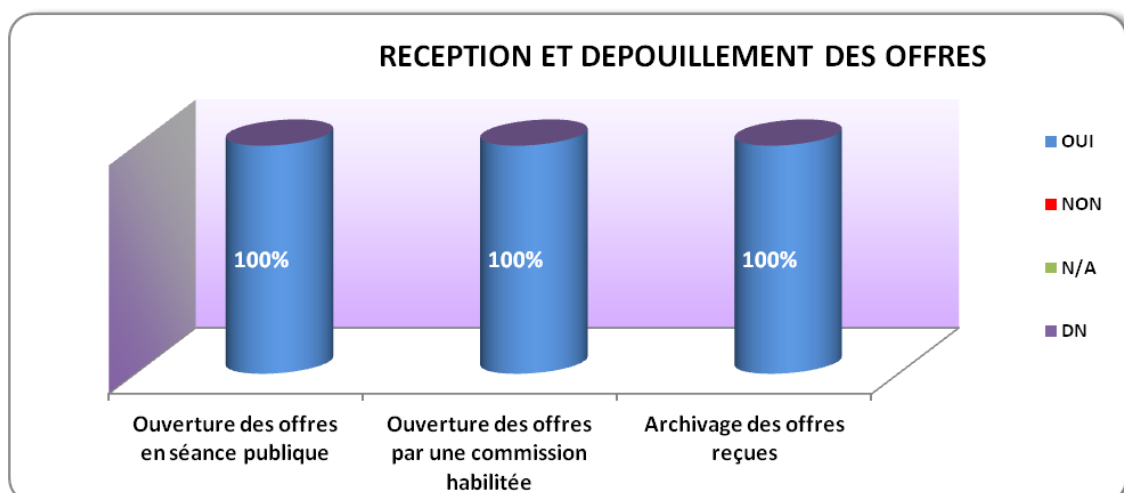
La présence des soumissionnaires à la séance d'ouverture des plis n'est pas obligatoire.

4.2.3.2 Constats

AOO



DRP



4.2.3.3 Commentaires

AOO

Nous n'avons pas de commentaire particulier à formuler.

DRP

Nous n'avons pas de commentaire particulier à formuler.

4.2.4 Évaluations des offres et attribution des marchés

4.2.4.1 Rappels

a) AOO

Article 68 du CMP

Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 45 CMP 2007 /44 CMP 2011, et rejette les offres non recevables.

La commission détermine ensuite si les offres sont conformes aux conditions et spécifications des cahiers des charges.

Article 69 du CMP

Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats et aucune modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ne peut être demandée, offerte ou autorisée. La commission peut toutefois corriger les erreurs purement arithmétiques découvertes au cours de l'examen des offres et peut demander aux candidats de préciser la teneur de leurs offres afin d'en faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison. Cette demande doit être faite par écrit dans le respect strict des cahiers des charges. La réponse doit également être adressée par écrit.

Article 70 du CMP 2007

La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du CMP, mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Elle propose à l'autorité contractante l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence.

Article 70 CMP 2011 :

La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du CMP, mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Elle propose à l'autorité contractante dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la séance d'ouverture des plis, l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Exceptionnellement, ce délai peut faire l'objet de prorogation dans la limite maximale de dix (10) jours, sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la Direction chargée du contrôle des marchés publics.

Article 79-5 du CMP 2007/80.7 du CMP 2011

L'évaluation des propositions et la désignation de l'attributaire s'effectuent dans tous les cas :

- ✚ soit sur la base de la qualité technique de la proposition, résultant en particulier de l'expérience du candidat, de la qualification des experts et de la méthode de travail proposés, ainsi que du montant de la proposition ;
- ✚ soit sur la base d'un budget prédéterminé dont le candidat doit proposer la meilleure utilisation possible ;
- ✚ soit sur la base de la meilleure proposition financière soumise par les candidats ayant obtenu une note technique minimum ;
- ✚ soit, dans les cas où les prestations sont d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable ou encore lorsqu'elles donneraient lieu à des propositions difficilement comparables, exclusivement sur la base de la qualité technique de sa proposition. Dans ce dernier cas, l'exécution du marché doit donner lieu à un contrôle des prix de revient.
- ✚ Le marché peut ensuite faire l'objet de négociations avec le candidat dont la proposition est retenue. Les négociations ne peuvent en aucun cas être conduites avec plus d'un candidat à la fois.

b) DRP**Article 77.2 du CMP 2007/ 78.2 du CMP 2011 :**

L'autorité contractante attribue le marché au candidat présentant l'offre évaluée la moins disante et rédige un procès-verbal d'attribution.

Article 77.3 du CMP 2007/ 78.3 du CMP 2011:

Les marchés relatifs au DRP donnent lieu à des contrats écrits de forme libre. Par dérogation, les commandes répondant à des conditions de montant et de nature spécifiées par Arrêté n° 11585 du 28 décembre 2007 du Ministre chargé des Finances peuvent être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures.

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

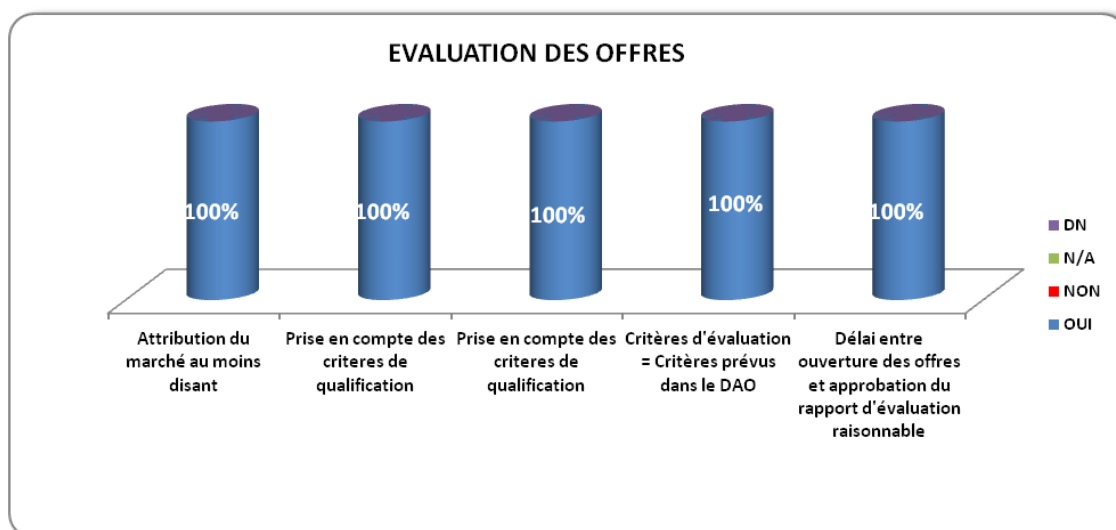
L'ouverture des plis et la désignation de l'attributaire provisoire doivent être matérialisées par des procès verbaux.

La publication d'un avis d'attribution telle que prescrite aux articles 81 et 83 du CMP 2007 /83 et 85 du CMP 2011 n'est pas obligatoire. Toutefois, l'autorité contractante a l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus.

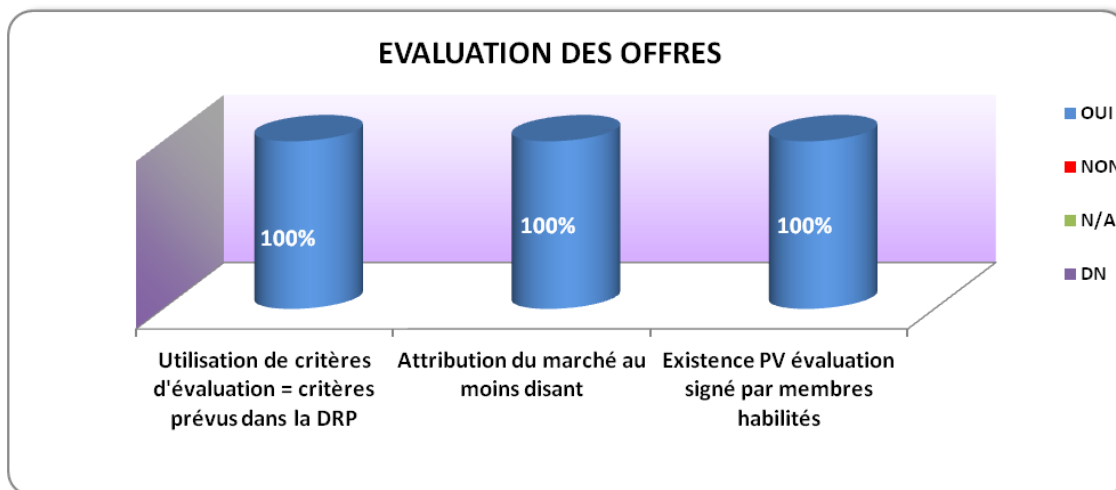
La publication d'un avis d'attribution telle que prescrite aux articles 81 et 83 du CMP /83 et 85 du CMP 2011 n'est pas obligatoire. Toutefois, l'autorité contractante a l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus.

4.2.4.2 Constats relatifs à l'évaluation

AOO



DRP



4.2.4.3 Commentaires relatifs à l'évaluation

AOO

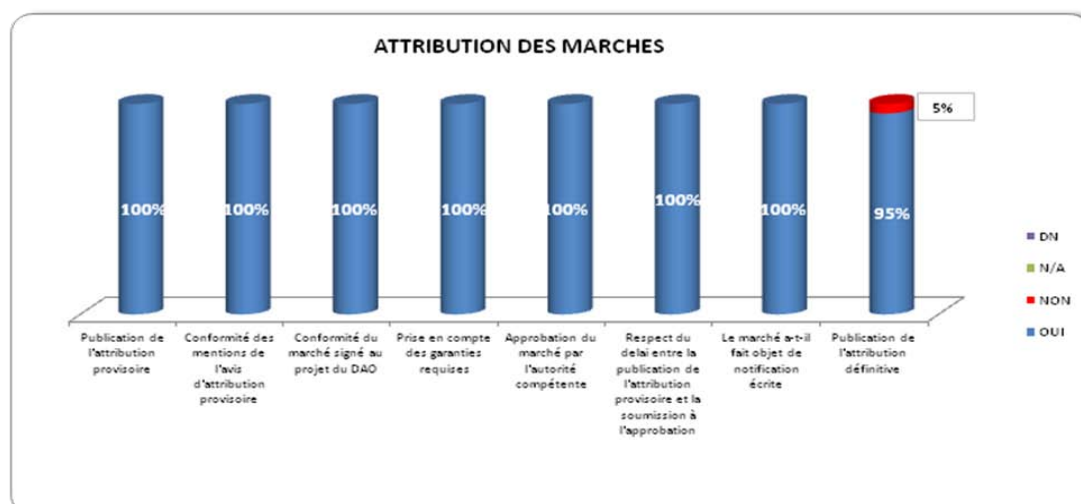
Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant l'évaluation des offres des soumissionnaires.

DRP

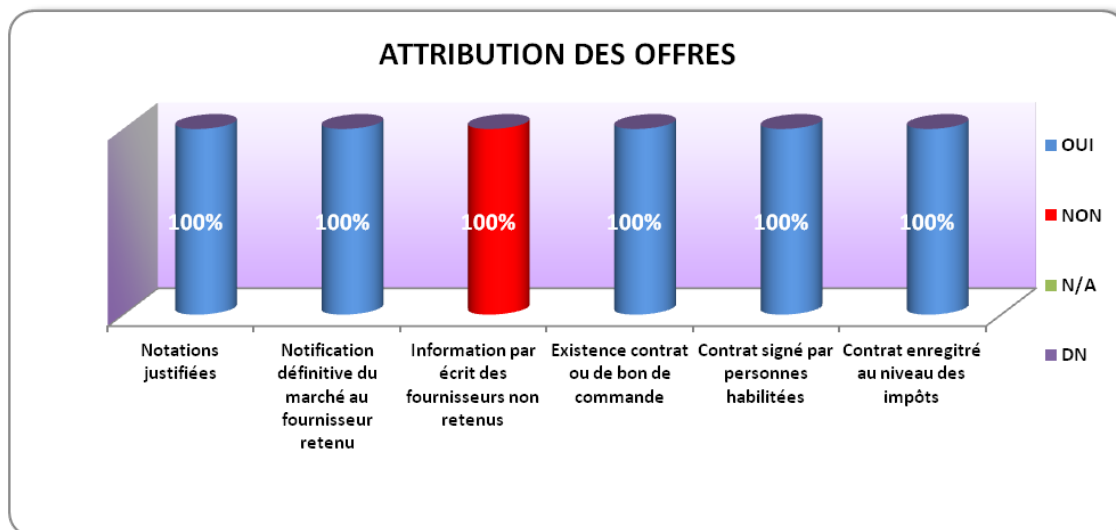
Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant l'évaluation des offres des soumissionnaires.

4.2.4.4 Constats relatifs à l'Attribution

AOO



DRP



4.2.4.5 Commentaires relatifs à l'Attribution

AOO

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler concernant l'attribution des marchés revus.

DRP

Le Ministère n'informe pas les candidats non retenus du rejet de leur offres comme le prévoit l'article 78 du CMP et la circulaire de mise en œuvre des DRP.

Le Ministère n'informe pas la DCMP des DRP lancées en 2011.

4.2.5 Cas particulier des marchés passés par entente directe

4.2.5.1 Rappels




Article 75 du CMP 2007/ 76 du CMP 2011 :

Les marchés sont dits par "entente directe" lorsque l'autorité contractante engage directement les discussions qui lui paraissent utiles avec les candidats et attribue le marché au candidat qu'elle a retenu.

Le marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations. Le marché précise les obligations de transmission d'informations financières et comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis en vue de permettre ce contrôle.

Article 76 du CMP 2007 :


Il ne peut être passé des marchés par entente directe qu'après avis de la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics dans les cas suivants :

-  pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige ;
-  pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
-  pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres, que le marché complémentaire porte sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

Les marchés passés par entente directe donnent lieu à un compte rendu détaillé dans le rapport annuel établi par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics.

Article 76 du CMP 2011 :

Il ne peut être passé de marchés par entente directe qu'après :

-  autorisation de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

- a) pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
- b) pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres et que le marché complémentaire ne porte que sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initial conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

 avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

a) Pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige.

Sont considérés comme secrets :

- les marchés de fournitures, services et travaux passés pour assurer les besoins de la défense nationale et concernant :
 - Les marchés de fournitures et de services qui ont pour objet la conception, l'essai, l'expérimentation, la réalisation, l'acquisition, le maintien opérationnel, l'utilisation ou la destruction des armes, munitions et matériels de guerre ;
 - Les marchés de fournitures qui ont pour objet la réalisation de démonstrateurs ou de prototypes d'armes, munitions ou matériels de guerre ;
 - Les marchés de fournitures qui ont pour objet les composants, les outillages, les consommables et les moyens d'évaluation et d'essais, spécifiquement conçus pour la fabrication, l'emploi ou le maintien en condition opérationnelle des armes, munitions et matériels de guerre ou l'emploi des armes, munitions et matériels de guerre ou concourant à leur efficacité militaire ;
 - Les marchés de service qui présentent un lien direct avec la stratégie militaire ou l'emploi des armes et qui ont pour objet soit les études exploratoires et les études technico-opérationnelles relatives aux équipements futurs, les études biologiques, médicales, hydrographiques, soit les études prospectives ;
 - Les marchés de travaux directement liés à la réalisation, l'emploi, le maintien en condition opérationnelle et l'évaluation des armes, munitions et matériels de guerre ;
- les marchés portant sur des fournitures, services et travaux :
 - destinés à des fins de défense civile. Ces marchés portent sur des prestations visant à assurer l'ordre public, la protection matérielle et morale des personnes et la sauvegarde des installations et ressources d'intérêt général ainsi que l'appui au maintien ou au rétablissement de la liberté d'action des autorités militaires sur l'ensemble du territoire ;
 - relatifs à la sécurité nationale passés en vue de prévenir une menace, notamment terroriste, et plus généralement de prestataires, qui du fait de leurs prestations, accèdent à des informations ou domaines sensibles dont la divulgation pourrait porter atteinte à la sécurité et la sûreté de l'Etat et à son potentiel scientifique et économique. Relèvent notamment de ces marchés, les travaux qui doivent être exécutés dans l'espace présidentiel particulièrement au Cabinet du Président de la République, au Palais de la République et ses annexes.
 - les marchés passés en vertu d'un accord international relatif à la participation des troupes sénégalaises à des opérations de maintien de la paix ;
 - Les marchés pour lesquels, l'urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieurs à l'autorité, n'est pas compatible avec les délais et règles de forme exigés par la procédure d'appel ouvert ou restreint ;

c) les marchés passés dans le cadre des mesures de mobilisation générale et de mise en garde.

Pour les marchés visés aux paragraphes b) et c), l'organe chargé du contrôle des marchés publics en avise dans les vingt quatre heures. Ce délai passé, pour poursuivre la procédure, l'autorité contractante doit s'en référer au Premier Ministre qui décide de la continuation ou non de la procédure.

Dans tous les cas, en cas d'avis négatif émis par la DCMP, l'autorité contractante, qui en informe le Premier Ministre, ne peut poursuivre la procédure de passation qu'en saisissant le Comité de Règlement des Différends près l'Organe chargé de la régulation des marchés publics d'une requête motivée, accompagnée de l'avis contesté dont copie est transmise au Premier Ministre.

Le Premier Ministre peut certifier par notification écrite à l'Organe chargé de la régulation des marchés publics et à celui chargé du contrôle des marchés publics que, pour des raisons tenant aux circonstances exceptionnelles du cas concerné impliquant des motifs impérieux d'intérêt général, l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement.

4.2.5.2 Constats

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant les marchés passés selon le mode Entente Directe.

4.2.6 Délais de passation des marchés

4.2.6.1 Rappels

a) AOO

Délais de présentation des offres et des candidatures (Article 63 du CMP)

DELAIS DE PRESENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES				
Procédures	Délai de dépôt des offres ou demande de participation	Publication électronique	Procédure d'urgence	Procédure d'urgence et publication électronique
Appel d'Offres Ouvert avec ou sans préqualification	30 jours	25 jours	20 jours	15 jours

Article 82 du CMP 2007 / 84 du CMP 2011

Les marchés sont transmis à la personne responsable du marché pour signature dans un délai de quinze jours suivant la publication de l'avis d'attribution.

Article 83 du CMP 2007 / 85 du CMP 2011

Dans les quinze (15) jours suivants la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive.

b) DRP

Les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des travaux doivent être raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée (cf. Circulaire n°4 du 31/3/2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP).

4.2.6.2 Constats

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant les délais de passation des marchés revus.

4.3 Audit de l'exécution financière

4.3.1 Etendue des travaux d'audit du volet financier

4.3.1.1 Concernant l'engagement

Pour chaque marché sélectionné, nous avons vérifié l'existence d'un contrat / bon d'engagement visé par le Contrôleur des Opérations Financières Délégué.

4.3.1.2 Concernant le contrôle et la certification du service fait

Nous avons vérifié l'existence d'un procès verbal de réception, d'un bon de livraison ou d'un certificat administratif attestant que les travaux ou services ont été réalisés.

4.3.1.3 Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Nous avons vérifié l'existence d'un décompte / facture certifiée conforme ainsi qu'une copie de chèque déchargée.

4.3.1.4 Limites de l'audit de l'exécution financière

Nous ne retrouvons pas dans le fichier SIGFIP certains marchés mis à notre disposition par le Ministère, par conséquent, nous ne pouvons pas nous prononcer sur l'exhaustivité des marchés.

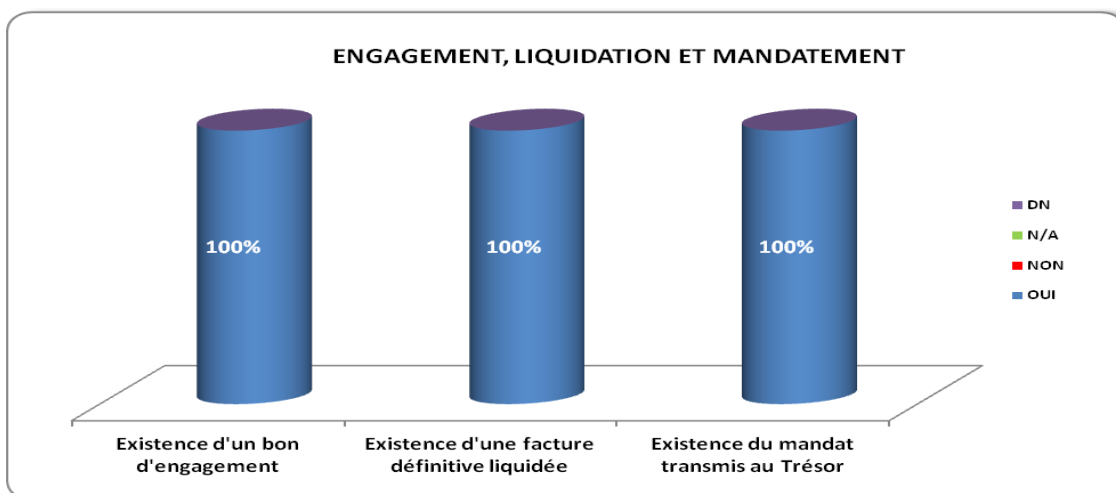
4.3.2 Constats d'audit sur le volet d'exécution financière

4.3.2.1 Production et gestion des garanties contractuelles

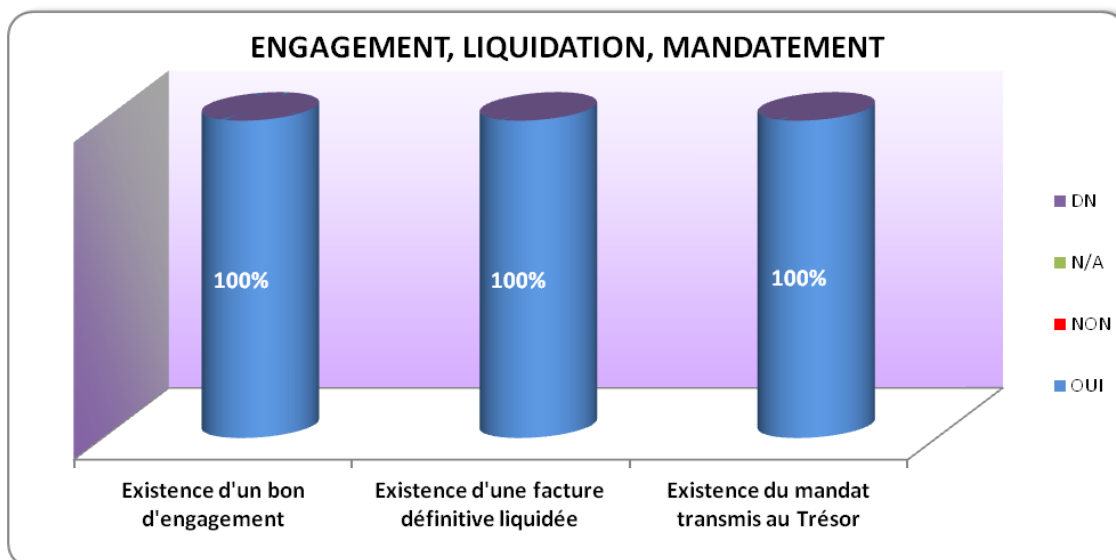
Nous n'avons pas relevé d'anomalies concernant la production et la fourniture de garanties pour les marchés revus.

4.3.2.2 Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses

AOO



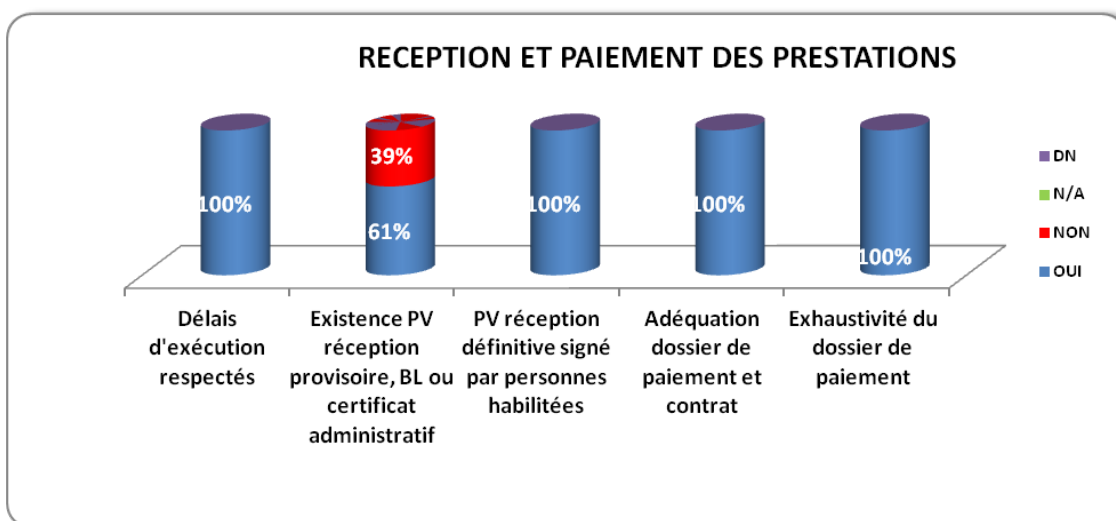
DRP



Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant l'exécution financière des marchés revus

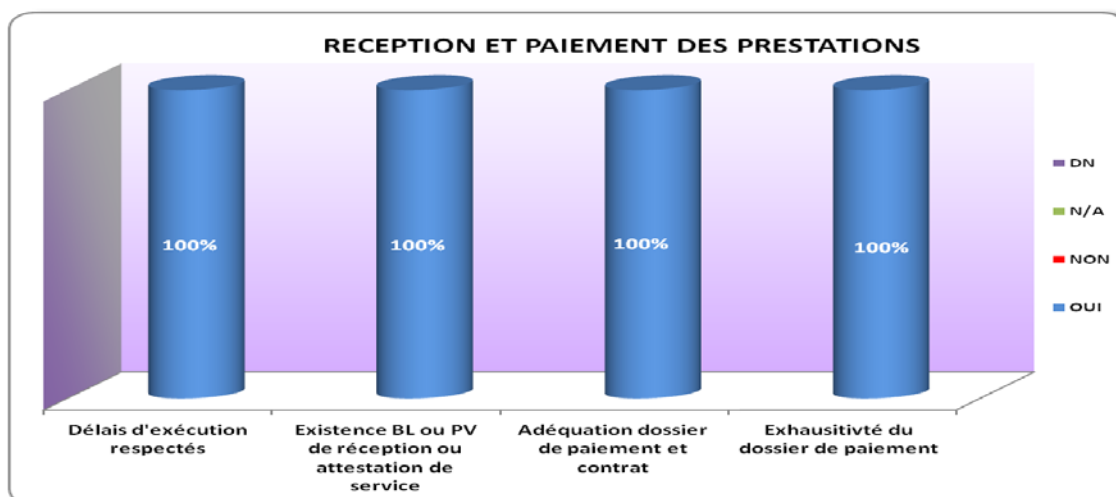
4.3.2.3 Réception et paiement des prestations

AOO



Nous n'avons pas obtenu les PV de réception des marchés de la Direction des Construction Scolaires représentant un taux de 39% des marchés revus.

DRP



Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler.

4.4 Audit de l'exécution physique

Cf. rapport de contrôle physique (document séparé).

5. RECOMMANDATIONS

5.1 Recommandations générales

5.1.1 Recommandations relatives à l'archivage

N°	Constats	Recommandations	Commentaires du MEN
A00			
1	L'envoi des Procès Verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'est pas systématique.	Nous recommandons au Ministère de transmettre les PV d'ouverture des offres aux différents soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP.	<p><i>L'envoi des PVO aux candidats se fait par mail. Il est systématique. Nous vous transférerons ces mails.</i></p> <p>Commentaires de KPMG Nous considérons les commentaires de l'AC, toutefois nous n'avons pas reçu ces mails.</p>
2	Nous n'avons obtenu aucun PV de réception des marchés de construction de la Direction des Construction Scolaire du Ministère.	Nous recommandons au Ministère de faire respecter aux titulaires des marchés les délais contractuels d'exécution des marchés et de dresser un PV de réception signé par les personnes habilitées ; à défaut d'appliquer les pénalités prévues dans les contrats.	<p><i>Pour le Fast Track, tous les PV de réception signés relatifs aux constructions achevées sont disponibles à la DCS. Concernant les pénalités, nous allons les appliquer ; les travaux sont en cours.</i></p> <p>Commentaires de KPMG Nous considérons les commentaires de l'AC, toutefois nous n'avons pas reçu ces PV.</p>

5.1.2 Recommandations relatives aux rapports et observateurs indépendants

Cf. Rapport de synthèse du Groupe I.

5.1.3 Recommandations concernant le déroulement des audits à posteriori

Cf. Rapport de synthèse du Groupe I.

5.2 Recommandations relatives au fractionnement

N°	Constats	Recommandations	Commentaires du MEN
1	L'examen des DRP passées par le Ministère révèle des pratiques de fractionnement ; les marchés de même nature doivent être regroupés et passés selon le mode d'Appel d'Offres Ouvert, si le seuil est atteint.	Nous recommandons de regrouper tous les marchés de même nature et d'utiliser le mode Appel d'Offres si le seuil est atteint. L'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe (Article 60).	<i>Le même article autorise des dérogations « --Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions stipulées au présent décret ».les DRP prévues par l'article 78 chapitre 6 intitulé procédures spécifiques constituent ces dérogations. Les Directives de l'UEMOA en matière budgétaires en instituant la décentralisation des crédits (multiplicité des administrateurs de crédits) autorise ainsi plusieurs centres de passation et d'exécution de la commande publique. La DCEMP et l'ARMP par la pratique ne s'y opposent pas (PPM validés et l'avis n° 009).</i>

5.3 Recommandations relatives à la capacité de gestion du processus de passation des marchés

Cf. Rapport de synthèse du Groupe I.

5.4 Recommandations relatives à l'attribution des marchés

N°	Constats	Recommandations	Commentaires du MEN
AOO			
1	L'envoi des Procès Verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'est pas systématique.	Nous recommandons au Ministère de transmettre les PV d'ouverture des offres aux différents soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP.	<i>L'envoi des PVO aux candidats se fait par mail. Il est systématique. Nous vous transférerons ces mails.</i> Commentaires de KPMG <i>Nous considérons les commentaires de l'AC, toutefois nous n'avons pas reçu ces mails.</i>
DRP			
4	L'information des candidats non retenus du rejet de leur offre n'est pas systématique	Nous recommandons au Ministère d'informer par lettre écrite les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à l'article 78 du CMP et de la circulaire N°0004 PM/CAB/CP.	<i>Le MEN prend acte.</i>
5	Une incohérence a été relevée sur les « Travaux de construction d'un mur d'enceinte du complexe scolaire de Popenguine (école élémentaire et collège) 24 865 231 F CFA » de la Direction des Constructions Scolaires (DCS). En effet, la date du PV d'attribution (22/06/2011) antérieure à la date du PV de dépouillement (24/06/2011).	Nous recommandons au Ministère de veiller au respect des dispositions du CMP.	<i>Le MEN prend acte.</i>
6	Pour la DRP « Acquisition de photocopieuses numériques » de la DEQS d'un montant de 14 879 202 F CFA, la facture pro forma de STABURO est datée du 03/11/2011 date postérieure à la date limite de dépôt des offres (24/10/2011).	Nous recommandons au Ministère le respect scrupuleux de la date de remise des offres. Aucune autre offre ne doit être acceptée après cette date.	<i>Le MEN prend acte.</i>
7	Pour la DRP « Acquisition de fourniture de bureau » de la DEQS attribué à 1 399 964 F CFA, deux (02) des factures pro forma présentent la même adresse, le même numéro de fax et la même BP (ALPHANUMERIQUE/ 56 rue Aristide le dantec et GLOBAL PRESTIGE / 56 rue Aristide le dantec).	Nous recommandons au Ministère de veiller à l'existence réelle des candidats consultés pour les marchés lancés.	<i>Le MEN prend acte.</i>

5.5 Recommandations relatives au renforcement de la régulation

Cf. Rapport de synthèse du Groupe I.

6. ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES

6.1 Liste des DRP revues

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en FCFA
1	Entretien et réparation de véhicules	Service	Garage Ibra GUEYE	3 000 000
2	Fourniture de bureau	Fourniture	PAPEX	1 399 664
3	Fourniture de bureau	Fourniture	Staburo	1 466 551
4	Achat de photocopieuses	Fourniture	Staburo	14 979 202
5	Fourniture de bureau	Fourniture	High Tech	1 388 742
6	Entretien et M. informatique	serv	Ets Darou	3 422 000
7	Consommables informatiques	Fourn	Damel Trading	1 774 720
8	Consommables informatiques	Fourn	Naury Gaye	4 009 000
9	Fourniture de bureau	Fourniture	GIE Ansaarou	1 919 270
10	Consommable informatique	Fourniture	Cheikhna	1 882 100
11	Réparation et Entretien	Serv	Barham	894 440
12	Fourniture de bureau	Fourniture	Serigne N. Gaye	1 999 982
13	produit d'entretien	Fourniture	Serigne N. Gaye	494 435

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en FCFA
14	Consommable informatique	Fourniture	Ets Fall et Fils	1 500 000
15	Matériel pédagogiques et didactiques	Fourniture	Africa Trading	1 498 600
16	Fourniture de mat. bureau	Fourniture	Ets Fallilou	7 423 380
17	Consommables informatiques	Fourniture	Solution Univ.	11 638 340
18	Fourniture de bureau	Fourniture	EDISOFT	7 965 000
19	Fourniture de mat. bureau	Fourniture	Burotic Diffusion	2 546 883
20	Consommables informatiques	Fourniture	Burotic Diff	2 298 062
21	Entretien et Maintenance matériel informatique	Services	Soumbar	1 357 000
22	Entretien et maintenance	Serv	Oumar	1 401 250
23	Fourniture de mat. bureau	Fourniture	EAMS	2 497 252
24	Consommables infor	Fourniture	01 Maintenance	2 496 880
25	Consommables infort.	Fourniture	ETS SIDICOM	2 092 612
26	Autres achats biens et services	Fourniture	Global	1 999 510

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en FCFA
27	Fourniture de bureau	Fourniture	EAMS	2 497 252
28	Consommables informatique	Fourniture	Nauri Gaye	1 499 780
29	Matériel de bureau	Fourniture	Nauri Gaye	338 921
30	Consommables informatiques	Fourniture	Nauri Gaye	338 922
31	fourniture de bureau	Fourniture	Ets D.Rahmane	1 194 160
32	four de cons informatique	Fourniture	Ets D.Rahmane	1 526 330
33	four de matériel de bureau	Fourniture	Ets D.Rahmane	988 604
34	Amélioration envir. Scolaire	Travaux	EBY	24 865 231
35	Réhabilitation	Travaux	SES	20 428 158
36	Réhabilitation	Travaux	Mercure Service	14 664 762
37	fourniture de bureau	Fourniture	PAPEX	2 999 855
38	Entretien et Rép. Véhicule	Service	Gie W S Mb.M.	4 940 070
39	Autres Prestations de services	Service	STABURO	2 998 970

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en FCFA
40	Acquisition d'ordinateurs	Fourniture	01 MAINTENANCE INFORMATIQUE	13 090 000
41	Acquisition de ballons	Fourniture	KD KHADIM DIAKHATE	12 709 000
42	Acquisition de Trophées	Fourniture	SOLUTION UNIVERSELLE	12 699 600
43	Acquisition de valises de secours	Fourniture	FERMON LABO	14 970 000
44	Acquisition de Batteries	Fourniture	E 2SD	7 591 500
45	Acquisition de Tee-Shirts	Fourniture	SERIGNE MBODJI	8 474 000
46	Acquisition de médaille	Fourniture	IDEAL MULTISERVICE	12 698 200
47	Acquisition de produit d'entretien	Fourniture	SENPREST	4 200 000
48	Acquisition de pneus	Fourniture	LA MAISON DU PNEU	12 277 201
49	Acquisition de tapis gymnastiques	Fourniture	BAT-PRES	12 711 000
50	Achat de denrées alimentaires	Fourniture	GIE PRESIDENT	12 706 250
51	Achat de matériel et consommables informatiques	Fourniture	NVS SARL	8 450 000
52	Acquisition de consommables informatiques	Fourniture	01Maintenance Informatique	2 990 000

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en FCFA
53	Fourniture et consommables informatiques	Fourniture	PAPETERIE MATY	3 491 000
54	Achat produit d'entretien	Fourniture	PRESS HIGH TECH	2 541 900
55	Acquisition de Produits d'entretien	Fourniture	ETS H.S	2 541 000
56	Acquisition de produit d'entretien	Fourniture	DAMEL TRADING	2 220 700
57	Contrat d'entretien et maintenance des climatiseurs et splits	Services	DAMEL TRADING	12 288 100
58	Achat consommables informatiques	Fourniture	SELECT MARKETING	1 986 000
59	Achat consommables informatiques	Fourniture	PRESS HIGH TECH	7 456 000
60	Achat consommables informatiques	Fourniture	GOUPE 3 MOUVEMENTS G3M	2 480 000
61	Acquisition d'accessoires informatiques	Fourniture	DOLY BTP	2 542 000
62	Acquisition matériels et manuels éducatifs	Fourniture	FERMON LABO	12 425 000
63	Achat d'ordinateurs	Fourniture	STABURO	12 711 860
64	Acquisition de cartable	Fourniture	FERMON LABO	12 368 500
65	Acquisition consommable informatique	Fourniture	ETS Hann et Frères	2 540 000

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en FCFA
66	Acquisition consommable de bureau/PEQT2	Fourniture	le Nder	1 685 000
67	Acquisition de mobilier de bureau	Fourniture	Mousabou buro	15 950 000
68	Acquisition de mobilier et matériels de bureau	Fourniture	PRESS HIGH TECH	10 280 000
69	Acquisition de batteries	Fourniture	EMFBR	5 080 000
70	Entretien et maintenance installations électriques, plomberie; menuiserie et assaisissement	Services	Entreprise Mbayène Electro-froid	12 180 000
71	Contrat annuel de maintenance du FINPRONET	Services	2D BUSINESS CONSULTING	12 500 000
TOTAL				438 081 183

6.2 Liste des Appel d'Offres

N° d'ordre	Objet	Nature	Attributaire	Montant
1	Acquisition de manuels de maths et physique	Fourniture	FERMON LABO	316 110 000
		Fourniture	NEAS	81 000 000
2	Acquisition de 245 000 manuels d'anglais	Fourniture	FERMON LABO	245 280 000
3	Matching: Fourniture de manuels didactiques et pédagogiques destinés aux CEM	Fourniture	FERMON LABO	976 950 000
		Fourniture	UNITRADE	230 688 000
4	Acquisition de 310 000 manuels pour le moyen lots 1	Fourniture	Claire Afrique (lot 1)	612 500 000
5	Acquisition de 310 000 manuels pour le moyen lot 2	Fourniture	EENAS (lot 2)	136 500 000
6	Matériel didactique pour le moyen	Fourniture	FERMON	140 568 000
7	Matériels didactiques pour le moyen(MATCHING)	Fourniture	PAPEX	140 122 670
8	Achats de malles pédagogiques	Fourniture	FERMON	338 625 170
9	Réimpression de manuels scolaires pour l'enseignement élémentaire lot 2 et 3lot 1 et 4	Service	Imprimerie BETA	336 036 397
10	Renouvellement du marché n° 760 /10 fourniture de matériels pédagogiques et didactiques destinés à l'enseignement élémentaire	Fourniture	PAPEX	499 977 250
11	Fourniture de mobiliers scolaires et de mobiliers de bureau pour les lycées franco arabes 6 collèges et 100 SDC élémentaires	Fourniture	SENEPRES	165 710 000
12	Acquisition de 65 000 manuels de math pour les classes de 5 ^{ème}	Fourniture	EENAS	136 500 000

N° d'ordre	Objet	Nature	Attributaire	Montant
13	Fourniture d'uniformes scolaires	Fourniture	Etablissement Gora ATHJ	192 803 894
14	Fourniture de matériels scolaires	Fourniture	PAPEX	146 965 370
15	Construction de salles de classe	Travaux	EBY	1 128 390 660
		Travaux	ESMB	1 258 446 719
		Travaux	SES	479 186 450
16	Construction 14 Collèges de proximité	Travaux	ESCI	643 860 690
		Travaux	ESMB	454 766 787
17	Achèvement lycée Tambacounda	Travaux	OMNIBAT	212 310 333
18	Salles de classe dans la région de Saint Louis	Travaux	KFE	236 801 318
		Travaux	EBY	215 638 362
19	Salles de classe dans la région de Tambacounda	Travaux	SSCTP	216 313 364
20	Salles de classe dans la région de Kédougou	Travaux	ESMB	636 137 479
21	Salles de classe dans la région de Dakar	Travaux	ASTAF Sarl	206 176 108
		Travaux	SSCTP	228 346 590
22	Salles de classe dans la région de Thiès/Tivaouane	Travaux	Entreprise El hadji Diagne	310 226 375
23	Salles de classe dans le département de Goudiry	Travaux	ESMB	393 867 609
24	Salles de classe dans le département de Bakel	Travaux	ESMB	308 979 571

N° d'ordre	Objet	Nature	Attributaire	Montant
25	Salles de classe dans le département de Koumpentoum	Travaux	SABAC	251 003 545
26	Construction 4 colles à Matam, Bambey, Fatick et Kanel	Travaux	EBY	214 967 681
27	Fourniture d'équipements et de mobiliers scolaires	Fourniture	UNITRADE (lot 1)	104 362 221
		Fourniture	UNITRADE (lot 2)	180 416 806
		Fourniture	UNITRADE (lot 3)	185 887 440
		Fourniture	UNITRADE (lot 4)	140 974 012
		Fourniture	UNITRADE (lot 5)	108 703 016
		Fourniture	UNITRADE (lot 6)	75 243 762
28	Résorption du déficit en mobiliers scolaires	Fourniture	ESEDIC MBAY SINGER	613 826 560
29	Fourniture d'équipements et de mobiliers scolaires aux CEM de proximité (Matching USAID)	Fourniture	OUMOU INFORMATIQUE SUARL	433 675 060
30	suivi des travaux de construction de salles de classe et d'ouvrages annexes dans la région de Dakar	Prestations intellectuelles	INTERCONSTRUCT	23 732 000
31	suivi des travaux de construction de salles de classe et d'ouvrages annexes dans la région de Saint-Louis	Prestations intellectuelles	ARCHI BUILDING	35 450 000
32	suivi des travaux de construction de salles de classe et d'ouvrages annexes dans la région de Tambacounda	Prestations intellectuelles	Groupeement C2A/GAU	80 125 000
TOTAL				5 276 659 952

6.3 Liste des Ententes Directes

N° d'ordre	Objet du marché	Nature du marché	Attributaire	Montant TTC en FCFA
1	Réimpression des supports pédago du CEB	Services	EENAS	452 773 083
2	Fourniture d'ouvrages parascolaires Kocc & le Civisme	Fournitures	A.S.T	300 000 000
TOTAL				752 773 083